

DEUXIEME PARTIE

L'interaction des institutions politiques et du développement économique sur le long terme

De nombreux travaux récents ont examiné, à la suite de Barro (1991), les déterminants de la croissance en s'appuyant sur des régressions de convergence conditionnelle estimées sur données transversales et spatio-temporelles. Ces travaux ont largement exploité les données issues de la sphère économique pour tenter de justifier les écarts de croissance entre pays³⁶. Cependant, les limites des estimations effectuées, et notamment, la nécessité d'ajouter des dummies régionales au sein des modèles pour parvenir à expliquer la variance des observations, ont suggéré l'incomplétude des modèles se limitant aux indicateurs économiques pour expliquer les comportements de croissance. Cette réflexion a incité les économistes à se tourner vers les variables institutionnelles pour tenter de trouver une justification aux écarts entre pays inexplicables par les seules données économiques.

Plusieurs facteurs politiques et institutionnels ont alors été mis en avant: la démocratie chez Barro (1996), le respect des droits de propriété chez Clague, Keefer et Olson (1996), l'instabilité politique chez Alesina et Perotti (1994). Cependant, un trait commun à tous ces travaux est qu'ils considèrent les variables institutionnelles comme des facteurs exogènes, qui déterminent la croissance à long terme sans être eux-mêmes influencés par les performances de l'économie. Cette vision de la croissance à long terme est tronquée, parce qu'elle ignore que sur le long terme, il est tout aussi erroné de postuler que le cadre institutionnel est figé, ou en tout cas déterminé par des phénomènes purement aléatoires, que d'ignorer l'influence de ce cadre institutionnel sur les déterminants de la croissance. Même si l'on ne s'intéresse en dernier ressort qu'à l'explication des performances économiques, ignorer le caractère endogène des variables politiques sur le long terme conduit à des résultats qui peuvent être gravement entachés de biais de simultanéité.

Une raison évidente de ce parti pris de la littérature existante est que les études ont été menées sur des périodes courtes, au regard de leur ambition qui est d'expliquer les performances de croissance de long terme des économies. Pour faire une véritable analyse de la croissance à long terme, les décennies 1960 à 1980 - cadre de la plupart des études empiriques - sont de toute évidence insuffisantes, car elles permettent, tout au plus, d'enregistrer le processus de rattrapage de quelques pays émergents par rapport à l'OCDE et, à l'intérieur des pays développés, de l'Europe et du Japon par rapport aux Etats-Unis. Seule une analyse de très longue période peut être à même de cerner les véritables interactions entre développement politique et développement économique parce que c'est sur la longue période que les

³⁶ Entre autres, Lee (1993) introduit les barrières tarifaires comme déterminant du revenu de long terme, Easterly et Rebelo (1993) s'intéressent à l'impact de l'investissement public, Barro et Sala-i-Martin (1995) mesurent le rôle des dépenses publiques de consommation, Sachs et Warner (1995) celui de l'ouverture extérieure

changements de régime politique peuvent le mieux s'observer. D'ailleurs, les données précédant la seconde guerre mondiale montrent que l'histoire économique de l'Amérique latine est particulièrement riche au début du siècle. Elles donnent à voir, également, les signes précurseurs du décollage économique japonais.

L'objectif de cette partie est d'étudier l'interaction entre le développement politique des différents pays et leur croissance économique. A cette fin, nous estimons un modèle à équations simultanées sur une base de données comportant 19 pays et couvrant une soixantaine d'années (de 1920 à 1980)³⁷. La longueur temporelle de la base étudiée, ainsi que la méthodologie utilisée, nous permettent de ne pas limiter notre travail à une vision partielle des phénomènes en présence: les variables politiques aussi bien que les indicateurs des performances économiques sont laissés libres d'être déterminés de manière endogène. De cette manière, nous espérons pouvoir tirer quelques enseignements qui nous permettraient, notamment, de comprendre la divergence des performances de long terme entre pays latino-américains et économies de l'OCDE.

Le *chapitre I* est consacré à un tour d'horizon de la littérature sur cadre institutionnel et développement économique. Une analyse en composantes principales est ensuite mise en œuvre afin d'examiner et de hiérarchiser l'information disponible sur l'environnement institutionnel, ce qui nous permet d'en déduire des variables synthétiques représentant l'état du système politique. Ces variables synthétiques sont ensuite intégrées au sein d'un modèle économétrique d'interaction entre la croissance et le développement politique (*chapitre II*) dans lequel trois variables politiques principales interviennent: le degré de démocratie, la fréquence de l'alternance du pouvoir politique et le niveau de stabilité du régime. Ce modèle est utilisé pour interpréter les performances comparées des principaux groupes de pays de l'échantillon. Il est, ensuite, étendu afin de prendre en compte le lien environnement politique / accumulation de capital humain.

³⁷ Les caractéristiques de cette base sont étudiées en détails dans la première partie de cette thèse. Les pays qui la composent sont les suivants: Allemagne, Argentine, Australie, Belgique, Brésil, Canada, Chili, Danemark, Espagne, Etats Unis, Finlande, France, Italie, Japon, Norvège, Pays Bas, Royaume Uni, Suède, Venezuela

Chapitre I: Travaux sur le cadre politique et les données disponibles

A. Les travaux sur les relations entre le cadre politique et les performances économiques

Les études d'économie politique ont été nombreuses depuis dix ans. Cette abondance peut, partiellement au moins, être expliquée par le renouveau de la théorie de la croissance. Cet engouement fait, en effet, suite à l'apparition d'un problème majeur lors des estimations empiriques des déterminants de la croissance: l'insuffisance des seules variables économiques pour expliquer les différentiels de performances économiques entre pays. De cette difficulté, politistes et économistes ont tiré argument pour développer une économie politique de la croissance à la fois analytique et empirique. Cependant, les résultats de ces travaux restent indécis et parfois contradictoires.

1. Les déterminants politiques de la croissance économique

Les études sur cadre institutionnel et développement économique se sont essentiellement intéressées à la question de la capacité des institutions à favoriser la croissance. Depuis les travaux de North (1991), un environnement institutionnel efficace est celui qui permet les transactions économiques et réduit au minimum les incertitudes. Les champs privilégiés d'analyse ont donc été les facteurs institutionnels qui pouvaient avoir une influence sur l'occurrence d'incertitude et incluent (liste reprise à Poirson, 1998) « *la corruption, la violence politique, les nationalisations forcées, le reniement des contrats, l'instabilité du gouvernement, la faiblesse de l'autorité de la loi et l'absence de libertés civiles* ». Cependant, la singularité de notre base de données, et notamment sa longueur temporelle, entraîne une contrainte sur la disponibilité des variables institutionnelles. Le champ des variables politiques disponibles s'en trouve réduit aux indicateurs suivants : le type de régime, l'alternance politique et l'instabilité violente. Nous nous consacrons, donc, dans ce qui suit, à une revue de la littérature les concernant plus spécifiquement.

a. L'absence de consensus à la fois théorique et empirique sur les liens entre démocratie et croissance économique

Selon Brunetti (1997), deux traits caractérisent les études empiriques sur démocratie et croissance: l'abondance des travaux et l'hétérogénéité des résultats obtenus. Cette absence de consensus empirique répond à une multiplicité des thèses théoriques émises. En effet, si plusieurs arguments plaident en faveur du rôle positif que jouerait la démocratie dans le processus de croissance économique, de nombreux auteurs ont souligné les limites d'un tel régime par rapport aux "mérites" stabilisateurs d'un état autoritaire.

Les arguments théoriques

Au sein de leur étude empirique sur les canaux d'influence de la démocratie sur les performances économiques, Tavares et Wacziarg (1997) remarquent le caractère indirect de l'impact du cadre institutionnel sur la croissance. La forme institutionnel d'un régime n'est, a priori, pas lié à la vitesse d'accumulation de la production, ou du moins le lien direct n'est pas forcément intuitif. En revanche, l'environnement institutionnel semble essentiel pour déterminer l'efficacité de certains facteurs de production et établir un climat propice à la croissance.

- L'influence de la démocratie sur les performances économiques via le changement social

Parmi les arguments en faveur d'un impact positif de la démocratie, il semblerait que le processus électoral et l'apprentissage de la démocratie contribueraient à "désaffilier" les individus des solidarités communautaires et traditionnelles. En d'autres termes, la démocratie permettrait une évolution indispensable au développement de l'initiative individuelle, lui-même condition du développement économique : la progressive liquidation des liens hiérarchiques claniques constitutifs des sociétés traditionnelles.

Il est vraisemblable, de plus, que la démocratie influence positivement le taux de scolarisation. Comme le soulignent Saint Paul et Verdier (1993), si la démocratie accorde plus de considération aux besoins de la population que la dictature, son choix devrait faciliter l'adoption de politiques favorables à l'éducation. La démocratie constitue, par ce biais, un facteur supplémentaire d'émancipation des individus. On peut, en outre, considérer l'éducation, non plus sous l'angle socio-historique, mais comme un facteur contribuant

directement à la croissance économique. Là encore, si l'on suit les travaux de Mankiw, Romer et Weil (1992), la démocratie constituerait, par le biais de la scolarisation, un facteur favorable à la croissance économique.

L'adoption de la démocratie correspond aussi à une prise de position égalitaire. On s'attend ainsi à ce qu'un tel choix favorise l'accès à la décision de la partie la plus pauvre de la société et entraîne une certaine redistribution des revenus au sein de l'économie. Et puisqu'il semble que l'inégalité des revenus et la croissance soient corrélées négativement (Alesina et Perotti, 1996), la démocratie devrait de nouveau, par ce canal, affecter la croissance de manière positive.

- Le rôle stabilisateur de la démocratie

La démocratie aurait, en outre, pour effet de garantir les investisseurs contre l'existence de comportements discrétionnaires et prédateurs, et de minimiser les risques d'instabilité politique. Ainsi, l'existence d'un ensemble de règles, de lois, et de contre-pouvoirs contribueraient à écarter les risques de décisions arbitraires, de sorte que la démocratie serait synonyme d'horizon temporel long et de choix économiques optimaux. Clague, Keefer, Knack, et Olson (1996) insistent sur le fait que, statistiquement, la démocratie - à condition d'être correctement "enracinée" politiquement et socialement - offre de meilleures garanties à la mise en œuvre des droits de propriété et des contrats que des régimes autoritaires dotés du même niveau de stabilité politique.

De plus, l'existence d'un régime démocratique minimiserait les risques d'instabilité politique, notamment lors des changements de dirigeants. Ces derniers, en régime démocratique, sont en effet encadrés par un ensemble de règles et de lois inscrites dans la Constitution. Il n'en va pas de même au sein des régimes autoritaires (Weber, 1922).

Enfin, l'existence d'institutions démocratiques est censée minimiser les comportements de "prédation" : à chaque changement de dirigeants on n'assiste pas, en régime démocratique, à un système généralisé des dépouilles, c'est-à-dire à un accaparement, par la nouvelle équipe dirigeante, de tous les postes de pouvoir, aussi bien politique qu'économique, du pays.

Or, comme il sera développé ultérieurement, il semble exister une relation positive entre stabilité et croissance, dont le mécanisme sous-jacent, décrit par exemple chez Dixit et Pindick (1994), est le suivant: plus les institutions assurent efficacement le respect des droits de propriété, plus la probabilité d'une expropriation des rendements de l'investissement diminue et plus certainement celui-ci est mis en œuvre. Il existerait ainsi un lien direct

démocratie / mise en œuvre de l'investissement qui aurait des répercussions importantes sur la croissance.

- Les arguments discordants

Cependant, l'impact de la démocratie sur le dynamisme de la croissance n'est pas univoque. D'autres arguments peuvent être opposés aux précédents, qui soulignent les "mérites" économiques d'un pouvoir autoritaire au regard du fonctionnement d'un régime démocratique. Un argument souvent invoqué est celui de « l'insularité » de l'Etat autoritaire : ce dernier ne serait pas soumis aux pressions des groupes d'intérêt. Il serait, par conséquent, en mesure de mettre en œuvre une politique beaucoup plus cohérente, des choix économiques pareto-optimaux³⁸. Cet argument doit cependant être considéré avec prudence car l'absence de processus électoral n'est ni une condition nécessaire, ni une condition suffisante de l'insularité du pouvoir politique.

En fait, le rapport entre démocratie et croissance économique doit être envisagé de façon dynamique : on peut estimer, à l'instar de Rostow (1960), que le décollage économique nécessite la présence d'un pouvoir fort, d'un "despote bienveillant", susceptible de juguler les déséquilibres structurels évoqués précédemment. L'évolution démocratique n'intervient qu'ultérieurement dans un contexte où, un stade de développement économique ayant été franchi, se pose, alors, et de façon cruciale, la question de la redistribution des richesses. Autrement dit, la démocratie ne deviendrait envisageable mais aussi nécessaire qu'au-delà d'un certain niveau de développement économique.

Les résultats empiriques

La multiplication des travaux d'économie politique et l'intérêt grandissant pour les questions d'imbrication entre sphères politique et économique ont incité les économistes à se tourner vers la construction d'indicateurs politiques adéquats qui permettraient l'estimation statistique des effets en présence. La première base de données établie à cet effet a été celle de Bollen (1980). Elle mettait à disposition des statisticiens des indicateurs comparables de démocratie (disponibles pour plus de 110 pays) établis à partir d'indices de libertés politiques et de droits politiques répertoriés par Banks (1979) et Taylor et Hudson (1972). Cependant, cet indicateur

³⁸ Ce type d'argument a inspiré Alesina et Rodrik (1991): ces derniers construisent un modèle à partir duquel ils montrent que les démocraties croissent plus vite que les régimes "populistes" et "kleptocratiques" mais moins rapidement que les régimes autoritaires "technocratiques".

n'était disponible que pour deux années, limite contraignante puisqu'elle ne permettait pas de suivre l'évolution temporelle des pays. C'est pour cette raison que la variable la plus utilisée à ce jour est celle de Gastil (1989). Celle-ci est disponible sur une base annuelle de 1973 à nos jours pour la plupart des pays et recouvre des indicateurs de processus électoral, de liberté d'association politique et d'expression politique. Malgré ces efforts de constitution d'un indice synthétique, les études statistiques n'ont pas contribué à clarifier le rôle de la démocratie dans le processus de croissance³⁹. Leurs résultats se sont révélés au moins aussi indécis que les hypothèses contradictoires émises précédemment.

- L'hétérogénéité des résultats empiriques

D'après Alesina et Perotti (1994), la démocratie n'a pas d'effet sur la croissance, qu'il s'agisse d'un effet positif ou négatif. Ils soulignent, en outre, l'hétérogénéité du groupe des pays autoritaires en termes de performances économiques, hétérogénéité qui contraste avec l'homogénéité des pays démocratiques. En d'autres termes, les pays autoritaires font mieux et moins bien que les démocraties en matière de croissance économique (la variance de leurs performances est importante), mais en moyenne, leurs résultats sont proches de ceux des pays démocratiques.

Par opposition, Barro (1991) d'une part, Özler et Rodrik (1992) d'autre part, constatent que les libertés civiles et économiques auraient un effet positif sur la croissance dans la mesure où elles refléteraient un moindre engagement de l'Etat dans l'activité économique du pays. Barro (1996) relativise, cependant, ces résultats en soulignant l'existence d'une relation non linéaire entre démocratie et croissance économique, "trop peu" et "trop" de démocratie nuisant à la croissance. Malgré plusieurs manipulations visant à limiter les problèmes de multicollinéarité, il ne parvient pas à mettre à jour une relation directe positive entre démocratie et croissance.

- Limites de ces résultats

Cependant, les comparaisons statistiques entre démocratie et régime autoritaire se heurtent, comme le soulignent Limongi et Przeworki (1993), à des biais méthodologiques difficilement surmontables. Notamment, il semble impossible de comparer démocratie et régime autoritaire "toutes choses égales par ailleurs". Les régimes autoritaires, - d'une part parce qu'ils

³⁹ Pour un tableau récapitulatif, voir Brunetti (1997)

prospèrent sur le terreau des difficultés économiques, et d'autre part parce qu'une fois installés, ils se révèlent plus résistants à celles-ci - sont le plus souvent associés à des situations économiques difficiles, sans pouvoir, pour autant en être tenus pour responsables. Sur le plan économétrique, une telle remarque souligne deux enjeux majeurs de l'estimation statistique de la relation environnement institutionnel / performances économiques: le biais de simultanéité et celui d'endogénéité. En effet, ce que soulignent Limongi et Przeworki (1993) est l'idée suivante: si le politique détermine l'économique, il est tout aussi justifié de penser que la dimension économique est largement influente sur la sphère politique. Or la plupart des études se contentent d'une relation univoque entre institutions et croissance. Plusieurs raisons justifient un tel choix. La longueur des bases de données utilisées ne permet pas forcément d'étudier les évolutions politiques – souvent plus lentes à se développer que les évolutions économiques. Une seconde explication, liée à la précédente, concerne la difficulté à trouver de bons instruments pour les variables politiques lorsque la dimension de l'estimation se limite au cross-section. Même dans le cas d'une étude temporelle, il peut sembler problématique de choisir comme instruments les variables politiques retardées – comme il est souvent fait - alors que celles-ci s'avèrent particulièrement persistantes.

- La deuxième génération de résultats

Plus récemment, une seconde série de tests a été entreprise dans le but de prendre en compte à la fois l'endogénéité des phénomènes politiques et l'aspect indirect de certaines relations. A l'aide d'un modèle à équations simultanées, Tavares et Wacziarg (1997) s'attachent à déterminer, parmi les neuf biais qui leur semblent médier l'impact de la démocratie sur la croissance, ceux qui, effectivement, jouent le rôle de canal de transmission. A cette fin, ils se réfèrent au modèle de Solow augmenté qu'ils appliquent à 52 pays (industrialisés et en voie de développement) sur la période 1970-1989. Leur indicateur de démocratie repose sur un index de droits politiques. Ils concluent à une influence positive de la démocratie sur les performances économiques via son rôle sur l'accumulation de capital humain et sur la stabilité politique des pays. Ils déduisent aussi de leurs estimations un impact négatif de la démocratie sur l'ouverture économique qui suggère une relation résultante négative avec les performances économiques. L'effet global de la démocratie, une fois additionnés tous les impacts différenciés, leur apparaît statistiquement positif.

Grâce à une méthodologie et des sources similaires, Poirson (1998) montre que si les institutions ont un impact direct sur la croissance, elles ne parviennent pas à influencer

directement le taux d'investissement privé, remettant en cause un des canaux d'action présumés de la démocratie. De plus, cette étude souligne qu'une fois prises en compte les relations de causalité inverses – des variables économiques vers les institutions -, la variable de stabilité du gouvernement n'est plus statistiquement significative dans l'équation de croissance, résultat contredit par Tavares et Wacziarg (1997).

Ainsi, malgré l'utilisation de méthodes de plus en plus précises et la volonté de prendre en compte les diverses modes d'influence des variables et leur détermination réciproque, les résultats empiriques concernant démocratie et croissance restent à la fois peu convergents et peu comparables (méthodes, estimateurs et bases de données utilisés sont rarement semblables). Par opposition, il semble exister un consensus quant à l'impact de l'instabilité politique sur la croissance.

b. L'ambiguïté du concept d'instabilité politique

L'instabilité politique est un concept ambigu qui nécessite une clarification: il recouvre deux réalités distinctes qui ont des effets différenciés en termes de développement économique. Il convient de distinguer les changements de régime ou de pouvoir politique réalisés à la suite d'actions violentes des changements opérés dans le respect des formes légales. Pour éviter toute ambiguïté nous désignerons par le vocable "instabilité politique" le premier de ces deux phénomènes et "alternance politique" le second. Sans que la distinction soit toujours établie explicitement, la littérature s'intéresse pour l'essentiel à l'instabilité politique plutôt qu'à l'alternance.

D'ailleurs, les résultats relatifs à l'influence de l'instabilité politique sur la croissance économique sont moins indécis que ceux relatifs au rôle de la démocratie. L'instabilité, même si elle peut "accompagner" le processus de développement, a des effets négatifs sur la dynamique de croissance économique. En revanche, l'alternance politique a une influence beaucoup moins claire sur les performances économiques d'un pays. En tant que jeu normal des institutions démocratiques, elle se comporte certainement de manière similaire à la variable de démocratie (avec l'incertitude que cela sous-entend en terme d'impact sur les performances économiques). Cependant, en tant que facteur d'instabilité potentiel, elle est sûrement néfaste à la croissance. Cet aspect ayant été peu étudié (surtout dans le contexte du développement des pays industrialisés), nous insistons, dans ce qui suit, sur les

développements de la littérature économique concernant les manifestations violentes de l'instabilité politique.

Les arguments théoriques d'un impact négatif de l'instabilité politique sur la croissance

Comme le soulignent et le testent plusieurs auteurs, l'instabilité politique peut affecter les performances économiques d'un pays selon plusieurs modalités. Elle peut être préjudiciable à l'activité de production lorsqu'elle entraîne directement des ruptures dans le processus de création de richesse (Fosu, 1992), cas qui peut se présenter lors de révolutions, de coups d'état... De façon moins dramatique, une instabilité politique peut ne pas permettre aux institutions de garantir efficacement les droits de propriété privés, entraînant de ce fait un accroissement des coûts de transaction et empêchant le pays de réaliser son potentiel productif (Olson, 1996). Toute amélioration de la qualité stabilisatrice des institutions entraîne alors un rapprochement de l'économie de son optimum de production et lui permet d'enregistrer des gains de croissance. Ceci constitue un premier canal d'influence que Poirson (1998) nomme l'effet d'efficacité sociale.

Un second impact possible de l'instabilité politique, plus indirect, passe par l'efficacité de l'accumulation des facteurs de production. En effet, contrairement à ce qui est supposé dans le modèle de Solow (1956), l'investissement et l'accumulation de capital humain ne sont pas des données exogènes, mais dépendent en dernier ressort du cadre institutionnel qui les conditionne. Fosu (1992) souligne ainsi qu'en présence d'instabilité politique, le risque de perte de capital augmente, ce qui fait baisser le volume d'investissements effectivement entrepris. Le pays instable voit alors les investisseurs nationaux et étrangers se détourner des opportunités offertes par l'économie nationale. Les conséquences pour la croissance peuvent être graves: baisse de l'investissement, détérioration des performances à l'exportation, difficultés de financement des projets privés et publics... Fosu (1992) émet l'hypothèse symétrique d'une fuite de capital humain dans des conditions semblables. Cet effet de volume s'accompagne certainement aussi d'une baisse de productivité des facteurs, liée, soit à un mécanisme inverse de *learning by doing* (si le rendement du facteur travail croît plus que proportionnellement, il devrait suivre le chemin inverse lorsque cette accumulation est entravée), soit plus directement à un rendement variable des facteurs accumulables en fonction de l'environnement (Dessus, 1998).

Ensuite, l'instabilité politique réduit considérablement l'horizon temporel, non plus seulement de l'investisseur, mais aussi du décideur politique ; celui-ci se contente alors d'une pratique

gestionnaire et attentiste du pouvoir, en particulier dans le domaine économique. Les grandes réformes nécessaires sont esquivées, chaque coalition politique (en régime démocratique) choisissant de minimiser les occasions de contentieux entre ses différentes composantes. Ce type d'effets est particulièrement sensible dans des démocraties faibles, au sein desquelles le système partisan est très éclaté. Un gouvernement à horizon temporel court peut, en outre, choisir la fuite en avant et pratiquer une politique économique du pire dont il espère à moyen terme recueillir les fruits (échec de son successeur). Des modèles de ce type ont été développés par Alesina et Tabellini (1989), Cukierman, Edwards et Tabellini (1992), Özler et Tabellini (1991).

Enfin, dans un contexte d'instabilité politique, le gouvernement, désigné démocratiquement ou non, peut être tenté de recourir à une politique fondée sur la mise en place d'allégeances clientélistes, et sur la corruption des groupes susceptibles de l'appuyer dans la conservation du pouvoir (police, armée, administration, milieux économiques...). Ce type d'argument a fait l'objet de développements théoriques : on peut citer les travaux relatifs aux activités de *rent-seeking* publiés par Murphy, Shleifer et Vishny (1991), et Terrones (1990). De même, un gouvernement à horizon temporel court n'est pas incité à respecter ses engagements, non plus que les règles et principes qui doivent, en principe, réguler l'activité économique (droit de propriété, droit des contrats, fiscalité...). Cette problématique du *rule of law* est développée par Clague, Keefer, Knack et Olson (1996).

Les estimations empiriques

Les études empiriques sont relativement unanimes quant à l'impact de l'instabilité sur la croissance économique. Elles apparaissent cependant largement hétérogènes quant aux indicateurs d'instabilité politique à utiliser de façon privilégiée, aux estimations mises en œuvre et aux canaux d'influence en action.

- Quel indicateur adopter ?

La difficulté de construction de l'indicateur d'instabilité politique est due à la nature composite de cette notion. En effet, l'instabilité est la manifestation de plusieurs facteurs qui ne se recoupent pas totalement et doivent être pris en compte simultanément. Une part de l'instabilité est liée à ce qui est couramment nommée l'instabilité d'élite (notion émise par Fosu (1992) et regroupant les coups d'Etat réussis et manqués ainsi que les complots). Cette

notion est souvent complétée par des indicateurs de malaise social comme le nombre de manifestations, d'attaques armées, de morts dus à des violences politiques, d'assassinats politiques.

Deux méthodes ont été utilisées pour constituer un indicateur agrégé: la méthode des composantes principales et la détermination d'une probabilité d'occurrence de troubles politiques. La première, mise en œuvre par Vienens et Gupta (1986), Fosu (1992), Alesina et Perotti (1996), consiste à calculer la variable d'instabilité en fonction d'une somme pondérée des composantes qui la déterminent. Les composantes principales, censées chacune représenter une caractéristique de l'instabilité, sont construites de manière à expliquer une part de variance la plus importante possible.

L'aspect mystérieux de la détermination de la matrice de pondération et la transformation tout aussi obscure de variables discrètes en estimateurs continus ont poussé Azam, Berthélémy et Calipel (1996) ainsi qu'Alesina, Ozler, Roubini et Swagel (1996) à adopter une seconde approche. Ils ont choisi de prendre appui sur le caractère discret des variables politiques pour mettre en œuvre une estimation probit de la probabilité d'occurrence de troubles politiques. La première étape de leur méthode consiste à créer une variable dichotomique de réalisation de violence. Ils estiment ensuite la probabilité de réalisation de cette violence en la faisant dépendre de facteurs explicatifs tels les dépenses militaires ou celles de santé, les taux de scolarisation.

- Les résultats

Malgré la diversité des échantillons et des indicateurs utilisés, les études empiriques sont généralement consensuelles quant à l'impact de l'instabilité politique sur la croissance. Ainsi, les études de Barro (1991), Alesina, Özler, Roubini et Swagel (1996), Azam, Berthélémy et Calipel (1996) mettent à jour un impact direct négatif de l'instabilité sur la croissance économique. Guillaumont, Guillaumont et Brun (1999) montrent même que l'instabilité politique (associée à l'instabilité commerciale) est une variable déterminante pour expliquer les contre-performances systématiques des pays africains sur la période 1970-1990. De Haan et Siemann (1996) ne récusent pas l'effet de l'instabilité sur la croissance, mais précisent que cet effet passe essentiellement par la variable d'investissement⁴⁰ qu'ils ôtent et ajoutent

⁴⁰ Guillaumont, Guillaumont et Brun (1999) contestent cet effet dans le cas des pays africains en démontrant que c'est directement sur le résidu de croissance et non par le biais de l'accumulation de l'investissement que les instabilités structurelles exercent leur impact.

successivement à leur régression afin d'en déterminer l'influence. Fosu (1992) insiste sur la variable de capital humain comme canal d'influence. L'ajout de variables croisées lui permet de déduire que c'est au travers de la chute de productivité de ce dernier facteur – due, selon lui à une fuite des cerveaux – que la croissance est durablement affectée par l'instabilité politique.

Cependant, en plus de cette hétérogénéité de sources d'impact, il existe quelques voix discordantes au sein de ce consensus empirique. Si Londregan et Poole (1990) constitue la seule étude qui constate un effet non négatif de l'instabilité sur le niveau de croissance économique, Levine et Renelt (1992) soulignent l'aspect peu robuste des résultats concernant l'impact des variables institutionnelles sur les performances économiques. De plus, les études récentes (Poirson, 1998, Tavarès et Wacziarg, 1997) insistent sur les problèmes d'endogénéité et de simultanéité liés à ce type d'estimations.

2. Les déterminants des variables institutionnelles

Les institutions sont certainement des variables endogènes au même titre que les grandeurs économiques. Par conséquent, il est nécessaire de procéder à l'exercice inverse de celui mené jusqu'à présent et de tenter de déterminer les liens de causalité qui vont de la sphère économique vers la sphère politique, ainsi que ceux qui relient les variables politiques entre elles.

a. Niveau de développement économique et démocratie

Il est communément admis depuis les travaux de Lipset (1959), que le développement économique favorise celui d'institutions démocratiques. L'argument est le suivant: dans une société prospère, les conflits de redistribution se trouvent atténués. Par ailleurs, développement économique et construction d'une société civile sont historiquement associés, notamment par le biais de l'éducation et du développement des classes moyennes. Dans ces conditions, une majorité de citoyens peut se consacrer activement et avec discernement à la politique. De plus, on peut considérer que la liberté est un "bien supérieur" pour les individus, qui valorisent d'autant plus les libertés publiques et la démocratie que leurs besoins économiques fondamentaux sont déjà satisfaits.

Les travaux empiriques relatifs aux déterminants économiques de la démocratie sont en nombre restreint. Parmi ceux-ci, on peut citer ceux de Bilson (1982), de Barro (1996) et de

Tavares et Wacziarg (1997). Leur conclusion principale consiste à confirmer l'hypothèse de Lipset (1959) à la fois sur le plan cross-section (Barro, 1996) et en panel (Tavares et Wacziarg, 1997). Ce résultat est complété par la constatation émise par Barro (1996): les démocraties ne parviennent pas à s'enraciner dans des pays qui n'ont pas atteint un niveau de développement suffisant.

b. Croissance économique et instabilité politique

Il est probable que la pauvreté, en rendant particulièrement ardu le processus de partage des richesses stimule les conflits de classe et soit, par conséquent, associée à un haut niveau d'instabilité politique. Il faut cependant, en l'espèce, éviter tout systématisme. Par exemple, les effets de la croissance économique sur le niveau d'instabilité politique peuvent être contradictoires. Si, une faible croissance est susceptible d'exacerber les conflits de redistribution quel que soit par ailleurs le niveau de développement, une forte croissance peut avoir des effets déstabilisateurs, en particulier dans les pays en développement.

Sur le plan empirique, les travaux de Alesina, Özler, Roubini et Swagel (1996) constatent qu'une faible croissance ne semble pas avoir de répercussions négatives sur le niveau de stabilité des pays composant leur échantillon, soulignant ainsi que la croissance peut effectivement avoir des effets contradictoires sur l'instabilité politique d'un pays.

c. Les relations de causalité entre les variables politiques

Comme il a été souligné précédemment, plusieurs arguments théoriques peuvent justifier une relation positive entre démocratie et stabilité politique. Cette relation positive semble, de plus, comporter une double causalité, car si la démocratie est sans doute un environnement politique susceptible de rassurer à la fois les décideurs politiques et les investisseurs potentiels, la stabilité politique peut elle-même mener à l'adoption de régimes démocratiques dans les pays où elle est absente.

Les études empiriques existantes s'intéressent rarement à l'aspect endogène des variables politiques. Cependant lorsque cette possibilité est prise en compte, c'est à travers l'influence des facteurs économiques sur la sphère institutionnelle qu'elle est étudiée. Ainsi, Azam, Berthélémy et Calipel (1996) considèrent que la probabilité d'occurrence de troubles socio-politiques est déterminée par des variables économiques (dépenses de santé, dépenses militaires, taux de scolarisation dans le primaire et le secondaire), Alesina et Perotti (1996)

relient instabilité et inégalité de revenus. Seules quelques études récentes (Tavarès et Wacziarg, 1997, Poirson, 1998) s'attellent à forger une vision plus complète de l'interdépendance entre sphère politique et économique par le biais de systèmes d'équations simultanées relativement complexes (les deux séries d'études endogénéisent 9 variables au sein de leur modèle). Les premiers confirment l'existence d'une relation négative entre démocratie et instabilité politique. Poirson (1998) souligne surtout l'aspect fortement persistant des déterminants institutionnels, l'ancrage des institutions étant le principal garant de leur pérennité.

Les études sur le sujet ne sont donc pas rares. Elles couvrent largement le champ d'influence de la sphère politique sur les performances économiques. Cependant, elles restent relativement muettes sur les liens réciproques - de la sphère économique vers le cadre institutionnel -, et sont assez peu consensuelles sur les résultats mis à jour. Elles se heurtent aussi à la limite de la longueur temporelle des bases de données, ce qui leur interdit de préciser le sens des liens de causalité. Nous nous proposons donc, dans ce qui suit, de reprendre les études citées précédemment et de tester leur validité sur le long terme. Une première approche descriptive nous permet de mieux comprendre les concepts en jeu et d'éclairer les résultats économétriques ultérieurs.

B. L'étude descriptive des données

L'ensemble des données disponibles concerne un échantillon de 19 pays sur une période de 1920 à 1979. Notons que nous nous situons dans un cadre traditionnel de convergence conditionnelle, notre base de données est donc composée de moyennes quinquennales. Nous disposons ainsi pour chaque pays de 9 observations temporelles (les années 1935 à 1950, marquées par la seconde guerre mondiale, sont ôtées de l'échantillon). L'adoption de moyennes quinquennales répond à plusieurs impératifs. Elle nous permet de conserver une dimension cross-section supérieure à la dimension temporelle, et nous évite ainsi de donner prise aux critiques liées à la stationnarité des séries (problème accru par la présence de variables politiques particulièrement persistantes dans le temps). Elle permet aussi une meilleure comparabilité avec les études existantes, et notamment celle de Tavarès et Wacziarg (1997).

Enfin, nous disposons, sur cette période, d'indicateurs de développement politique relativement complets caractérisant des pays européens, des pays nord-américains et latino-américains, le Japon et l'Australie⁴¹. Travailler sur une base plus longue (à partir de 1880) nous aurait obligé à restreindre l'échantillon à treize pays développés (11 pays européens, les Etats-Unis et le Canada), pour lesquels au moins une dimension des données politiques était largement absente, celle de l'instabilité politique. La longueur de notre échantillon est de nature à permettre l'étude des interactions de long terme évoquée dans la revue de la littérature. Avant de passer à l'étude économétrique proprement dite, nous explicitons dans les paragraphes qui suivent la méthode de construction des indicateurs politiques. Nous donnons aussi un premier aperçu des relations en présence grâce à des statistiques descriptives.

1. Construction et définition des variables politiques

Les données d'ordre politique ont été empruntées à la base de Banks (1995). Le caractère polytomique des variables collectées nous a incité à binariser les indicateurs politiques et à les rendre continus par le biais d'une analyse en composantes principales.

a. Description de la base de Banks (1995)

Les variables politiques répertoriées par Banks (1995), concernant la période 1920-1980, peuvent être regroupées en trois catégories :

Variables d'instabilité politique:

- Nombre d'assassinats, ou tentatives d'assassinats politiques
- Nombre d'actes de guérilla commis : recensement de toute activité armée - sabotage, attentat.. - entreprise par un groupe indépendant et visant à déstabiliser le régime
- Nombre de purges: recensement de toute élimination systématique, par emprisonnement ou exécution, des opposants au régime, qu'ils fassent partis de l'opposition ou du parti en place
- Nombre d'émeutes: recensement de toute manifestation violente, c'est à dire entraînant l'utilisation de la force physique, de plus de 100 citoyens

⁴¹ Allemagne, Argentine, Australie, Belgique, Brésil, Canada, Chili, Danemark, Etats-Unis, Espagne, Finlande,

- Nombre de révolutions: recensement de tout changement illégal ou forcé, réussi ou avorté, des élites à la tête du gouvernement
- Nombre de coups d'Etat: recensement de tout changement extraconstitutionnel ou forcé à la tête du gouvernement (les coups d'Etat non réussis ne sont pas inclus)

Indicateurs d'alternance politique:

- Nombre de changements constitutionnels: recensement de toute altération touchant la structure constitutionnelle d'un pays
- Nombre de remaniements ministériels: nombre de fois qu'en une année un nouveau premier ministre est nommé, ou que 50% des postes ministériels sont renouvelés
- Nombre de changements du pouvoir exécutif: nombre de fois que le pouvoir exécutif change de mains en un an, sachant que le changement n'est considéré comme effectif que si le nouveau pouvoir est indépendant du précédent
- Nombre d'élections organisées pour la désignation du pouvoir législatif

Indicateurs de démocratie:

- Mode de désignation du pouvoir exécutif:
 - élections directes
 - élections indirectes
 - non électifs
- Mode de désignation du pouvoir législatif:
 - pouvoir législatif inexistant
 - pouvoir législatif non élu
 - pouvoir législatif élu
- Pouvoir du parlement:
 - pas de parlement
 - pouvoir du parlement presque inexistant
 - pouvoir du parlement partiel
 - dépendance totale du gouvernement
- Degré de responsabilité du gouvernement:
 - pas de premier ministre

France, Italie, Japon, Norvège, Pays-Bas, Royaume-Uni, Suède, Venezuela.

- pas de responsabilité
- responsabilité incomplète
- responsabilité complète

- Type de régime:
 - régime civil
 - régime civil, soutenu par des militaires
 - régime militaire

L'utilisation économétrique de ces données soulève le problème majeur de la construction d'indices synthétiques. En effet, étant donné le nombre de variables politiques recensées et surtout la suspicion d'une multicolinéarité entre des indicateurs relativement proches, il semble peu pertinent de tenter d'insérer chaque terme individuellement dans les régressions. Il est plus astucieux de chercher à agréger l'information détenue par chaque composante politique, et de le faire de façon à ce que cette information ne soit pas répétitive. La détermination d'un indice synthétique sous forme d'une simple somme des différentes variables politiques ne serait pas satisfaisante puisqu'elle ne permettrait pas de faire un tri dans l'information. L'analyse en composante principale, en déterminant des pondérations pour chaque variable politique insérée, permet de satisfaire le critère exposé précédemment.

b. L'analyse en composantes principales

Les indicateurs considérés étant qualitatifs, ils sont exprimés sous la forme d'un ensemble de variables dichotomiques. Ils sont, ensuite, soumis à une analyse en composantes principales. Cette technique permet d'indiquer les variables les mieux à même d'expliquer la variance inter-pays liée à un ensemble d'indicateurs. L'ACP consiste donc, schématiquement, à construire des combinaisons linéaires de variables préalablement sélectionnées. Chaque composante permet d'expliquer une part de la variance inter-pays et peut être interprétée en fonction des coefficients de pondération attribués à chaque variable au sein de la composante principale.

L'analyse en composantes principales de la variable de démocratie

La technique de l'analyse en composantes principales a été mise en œuvre sur l'ensemble des variables de démocratie mentionnées précédemment. Elle a visé à établir deux indicateurs du

degré d'ouverture du système politique en place: un indicateur formel de démocratie (*Démo*) construit à partir des variables les plus extrêmes de la définition du régime politique, et un indicateur de pouvoir de l'exécutif (*Pres*) constitué en référence aux options plus nuancées des variables de démocratie.

L'indicateur de démocratie formel oppose des régimes dont le pouvoir législatif est absent ou non élu (possibilités que nous avons regroupées sous le même vocable) à un législatif élu, un degré de responsabilité du gouvernement décomposé en ses composantes nulle, incomplète et totale, des régimes militaires ou mixtes face à des régimes civils, une élection de l'exécutif directe ou indirecte face à un exécutif non élu et l'absence de parlement ou un pouvoir inexistant de celui-ci face à un certain pouvoir du parlement, qu'il soit partiel ou total. La composante principale qui explique la plus grande part de la variance inter-pays (73%), met dos à dos, globalement, des régimes civils caractérisés par un pouvoir parlementaire réel et par un mode électif de désignation du pouvoir, à des pays de type autoritaire. Elle ne privilégie aucune de ces composantes puisque chaque variable dichotomique entre dans sa détermination avec une pondération comprise entre 0.7 et 0.9. Une telle ACP revient presque à une simple somme des constituants. La nature du régime, ainsi que les différents pouvoirs de la démocratie – exécutif et législatif – sont donc considérés comme également influents sur le caractère démocratique des institutions.

Tableau II.1: pondérations attribuées aux caractéristiques dichotomiques entrant dans la définition des indicateurs de démocratie

	<i>Démo</i>	<i>Pres</i>
Gouvernement civil	.724	
Gouvernement militaire ou mixte	-.724	
Pouvoir législatif inexistant ou non élu	-.861	
Pouvoir législatif élu	.861	
Elections directes du pouvoir exécutif		.670
Elections indirectes du pouvoir exécutif		-.903
Elections directes ou indirectes du pouvoir exécutif	.893	
Exécutif non élu	-.893	
Pas de parlement ou pouvoir du parlement inexistant	-.928	
Pouvoir partiel du parlement		.511
Gouvernement entièrement sous la dépendance du parlement		-.714
Pouvoir partiel ou total du parlement	.928	
Responsabilité incomplète du gouvernement devant le parlement		.139
Responsabilité complète du gouvernement devant le parlement		-.927

L'indicateur de pouvoir de l'exécutif différencie des régimes présidentiels et parlementaires. Il oppose la responsabilité complète du gouvernement à une responsabilité incomplète,

l'aspect direct ou indirect des élections, et le degré de pouvoir du parlement, partiel ou total. Sa première composante principale explique 50% de la variance inter-pays. Il lui sera fait allusion, par la suite, sous le vocable *Pres*. Les pondérations qui caractérisent *Pres* soulignent la relative indépendance du pouvoir exécutif par rapport au parlement et sa légitimité populaire due à des élections directes.

L'analyse en composantes principales des variables d'instabilité et d'alternance

Une ACP a été mise en œuvre pour déterminer un indicateur synthétique d'alternance politique. La première composante principale, qui explique 49% de la variance, oppose des pays caractérisés par de nombreux changements gouvernementaux ou constitutionnels (nombre de changements constitutionnels, nombre de remaniements ministériels, nombre de changements du pouvoir exécutif, nombre d'élections organisées pour la désignation du pouvoir législatif), à des pays ayant connu, au contraire, un faible renouvellement du pouvoir politique. Dans ces conditions, cette composante principale renvoie à une forme rationalisée et institutionnalisée de l'instabilité politique: on préférera donc la notion d'alternance politique à celle d'instabilité proprement dite. De ce fait, elle sera nommée, par la suite, *Altern*.

Tableau II.2: pondérations attribuées aux caractéristiques entrant dans la définition de l'alternance et de l'instabilité politique

	<i>Alternance</i>	<i>Instabilité</i>
Nombre de changements constitutionnels	.444	
Nombre de remaniements ministériels	.925	
Nombre de changements du pouvoir exécutif	.919	
Nombre d'élections législatives organisées	.259	
Assassinats politiques		.524
Actes de guérillas		.767
Purges		.685
Emeutes		.375
Révolutions		.703
Coups d'Etat		.636

L'étude des pondérations attribuées lors de l'ACP apporte un éclairage supplémentaire à l'interprétation de cette variable qui s'avère privilégier les évolutions de l'exécutif par rapport à celles du législatif. Plus précisément, non seulement deux des quatre constituants d'*Altern* sont des indicateurs de stabilité de l'exécutif, mais les coefficients qui leur sont échus sont deux fois plus importants que celui attribué au nombre de changements constitutionnels et quatre fois plus que celui affecté au nombre d'élections législatives.

Mais l'instabilité peut prendre des formes violentes et extrêmes, c'est la raison pour laquelle une variable d'instabilité forte est construite. L'analyse en composante principale a été appliquée aux indicateurs de violence politique mentionnés précédemment. La première composante principale, qui explique 40% de la variance, oppose les pays caractérisés par une forte instabilité sociale et politique aux autres pays de l'échantillon. Cette variable s'interprète donc directement comme un indicateur d'instabilité avec violence et se prénommera, par la suite, *Instv*.

Au sein de cet indicateur, toutes les formes d'instabilité disponibles chez Banks (1995) sont représentées. Seule la variable d'émeutes semble avoir une importance légèrement moindre. Ce résultat est sans doute à relier à l'aspect moins violent de cette composante (en comparaison avec les variables d'assassinats, de révolutions, de purges, de coups d'Etat).

2. Analyse descriptive des données

a. Evolution des indicateurs politiques au cours du XX^{ème} siècle⁴²

La démocratie

L'indicateur de démocratie, tel qu'il a été construit, représente les choix institutionnels effectués par les pays. Il retrace l'évolution au cours du temps et entre pays du type de régime adopté. Une caractéristique remarquable ressort de l'observation de cette donnée: sa stabilité quasi totale depuis 1920 au sein des pays les plus développés. En effet, mis à part l'Espagne, l'Allemagne de 1930, l'Italie et le Japon du début du siècle, l'indicateur de démocratie est constant entre pays et sur toute la période de l'échantillon. Une telle constance signifie un ancrage profond de la forme institutionnelle démocratique au sein des sociétés occidentales.

En revanche, cette stabilité ne se retrouve pas au sein des pays d'Amérique Latine. Ces derniers semblent, en effet, enregistrer tout au long du vingtième siècle un mouvement de va et vient entre régimes autoritaires et institutions démocratiques. Cependant, mise à part cette instabilité commune du type de régime adopté, les quatre pays latino-américains de notre base de données connaissent des évolutions politiques assez divergentes:

- L'Argentine

L'Argentine est caractérisée, au début du vingtième siècle, par une ouverture politique. En effet, de 1916 à 1930 se succèdent au pouvoir des dirigeants d'obédience radicale⁴³. De fait, le graphe offre une image relativement stable de cette période. Cependant, et cela représente une constante au sein des pays d'Amérique Latine, les années 1930 constituent une période de troubles politiques et économiques. Les séquelles de la première guerre mondiale, ainsi que l'avènement de la grande dépression se combinent à des tensions sociales pour aboutir à la prise de pouvoir autoritaire du général Uriburu. A partir des années 1930, l'armée ne quitte plus le devant de la scène politique. Mais alors que la junte au pouvoir est principalement préoccupée, avant la seconde guerre mondiale, par les intérêts des propriétaires terriens, elle néglige les masses urbaines qui constitueront le soutien inconditionnel du péronisme. Juan Peron est élu chef d'Etat à la suite d'élections libres en 1946. Cependant, la situation économique du pays commence à se dégrader dès le début des années 1950 et le régime prend un tour policier de plus en plus affirmé. En juin 1955, les militaires opposés à Peron reprennent le pouvoir et plongent le pays dans une période troublée de gestion civile entrecoupée par des reprises en main militaires. Les coups d'Etat de 1966 et 1976 rencontrent la même passivité d'une population qui doute largement de la capacité de la démocratie à assurer sécurité et prospérité économique.

- Le Brésil

Le Brésil connaît une période de relative démocratie de 1889 à 1930 sous l'égide de la république fédérale. L'influence déstabilisatrice de la crise de 1929, ainsi que la menace d'une prise de pouvoir communiste - plus crainte par les élites que réelle - aboutissent, cependant, aux troubles sociaux de 1930 et à la prise de pouvoir de Getulio Vargas. Cette arrivée autoritaire est institutionnalisée par la promulgation d'une nouvelle constitution et de l'"Estado Novo". L'autonomie des régions acquise sous le régime précédent est abolie, ainsi que tous les partis politiques. Après la seconde guerre mondiale, le principe démocratique est, de nouveau, adopté bien que cette démocratie soit une notion édulcorée par rapport à son homologue européen⁴⁴. Le mélange de populisme et de nationalisme qui caractérise les régimes contribue, d'ailleurs, au retour des militaires au pouvoir en 1964. Ces derniers, soutenus par les élites, craignent l'effervescence populaire qu'une idéologie populiste peut

⁴² Les graphes correspondant à cette étude sont insérés en annexes de cette partie

⁴³ Le radicalisme constitue l'expression politique de la classe moyenne urbaine. Il impose, en 1916, le suffrage universel obligatoire et secret, qui amorce 14 ans de démocratie en Argentine.

soulever. Ils estiment les régimes civils incapables d'assurer à la fois la sécurité de l'Etat et un développement économique rationnel. Ils conservent le pouvoir jusqu'en 1985.

- Chili

Jusqu'à la constitution de 1925, le Chili est caractérisé par un régime relativement parlementaire (en comparaison avec la tradition de régime présidentiel si profondément ancrée en Amérique Latine). Cependant, les années 1920 constituent une période peu stable au Chili, avec une forte participation des militaires à la vie politique⁴⁵. La crise de 1929 a une part de responsabilité avérée dans cette instabilité politique, le Chili connaissant une chute dramatique de son niveau de vie et de son commerce. Mais, à la différence des autres pays latino-américains, la grande dépression a pour conséquence de long terme de discréditer les régimes militaires aux yeux de la population. Elle amorce de ce fait, à partir des années 1930, une période de démocratie et de stabilité qui se prolonge jusqu'au coup d'Etat du Général Pinochet. Cette particularité chilienne est d'autant plus remarquable qu'elle se manifeste à une époque où les régions alentour sont confrontées au spectre d'une prise de pouvoir communiste. En ce sens, la stabilité des institutions démocratiques chiliennes se rapproche d'un système à l'européenne. L'expérience Allende, qui débute en 1970, connaît une première année glorieuse mais sombre ensuite sous les coups du blocus américain, d'une inflation galopante et d'un déficit mirobolant. L'économie devenant peu à peu insolvable, l'instabilité politique et les mouvements sociaux se multiplient et s'intensifient en violence jusqu'à ce que le Général Augusto Pinochet se saisisse du pouvoir. S'ensuit alors une longue phase⁴⁶ de stabilisation politique et sociale acquise à force de purges, censures et interdictions.

- Le Venezuela

De 1908 à 1935, le Venezuela subit la dictature sans concession de Juan Vincente Gomez. Toutes les tentatives pour renverser le *caudillo* échouent et ce dernier s'éteint de mort naturel après avoir envoyé successivement tous ses opposants en prison ou en exil. Sa mort est considérée par les analystes du Venezuela comme la ligne de démarcation entre le passé autoritaire et archaïque du Venezuela et la période moderne. Cette période moderne se

⁴⁴ Les présidents qui se succèdent sont des militaires ou appuient leur pouvoir sur l'armée.

⁴⁵ Le président Arturo Alessandri Palma est d'abord déposé par un coup d'Etat militaire en septembre 1924, puis réinstallé dans ses fonctions par une faction militaire opposée en mars 1925. Carlos Ibanez, son successeur, compte fortement sur des appuis militaires avant de devoir s'enfuir en Argentine en 1931 en raison d'un risque de guerre civile. Sa présidence est suivie d'une série de gouvernements faits et défaits au gré des élections et des prises de pouvoir autoritaires.

⁴⁶ Pinochet conserve une main mise autoritaire sur le pouvoir jusqu'en 1990

distingue elle même en deux temps: celui de la transition vers la démocratie qui dure 23 ans de 1935 à 1958 et celui du triomphe des institutions démocratiques qui débute en 1959. Les années qui s'étendent de 1935 à 1958 sont particulièrement troublées et voient l'alternance d'ouvertures politiques et de reprises en main du pouvoir par les militaires. Les potentiels prétendants démocrates au pouvoir – constitués par la génération des étudiants persécutés par Gomez – sont peu rompus à l'exercice de la démocratie et pèchent par leur peu de pragmatisme politique. Leurs expériences malheureuses leur servent néanmoins de leçon et lorsque Romulo Betancourt est investi président en 1959, il inaugure une période sans précédent en Amérique Latine de stabilité démocratique et de pouvoir civil. De fait, le Venezuela est un exemple frappant en Amérique Latine d'un pays qui a connu à la fois l'archétype des caudillos en la personne de Gomez, une période de va et vient entre pouvoir civil et militaire - typique du jeu politique latino-américain - et une phase de forte stabilité démocratique, particulièrement atypique, quant à elle.

L'alternance politique

Un indicateur formel du type de régime ne suffit pas à englober toutes les caractéristiques d'une démocratie. Le fonctionnement réel des institutions s'avère tout aussi important que l'adoption d'une forme démocratique. C'est, en quelque sorte, cette santé des institutions que nous permet de capter la variable d'alternance politique.

L'alternance politique, telle qu'elle apparaît au sein des graphes consignés en annexes, est un phénomène assez partagé au sein de l'Europe et de l'Amérique Latine. Il touche relativement moins les pays nordiques, les pays neufs et même le Royaume Uni. Parmi les pays européens, il est à remarquer la concentration particulière des changements politiques avant la seconde guerre mondiale bien que la France conserve ce caractère mouvementé jusqu'à l'avènement de la cinquième république et que l'Italie reste, sur toute la période, en proie à une certaine effervescence politique. L'Espagne connaît un choc d'alternance politique particulièrement prononcé dans les années 1930, au moment de l'accession au pouvoir du Front Populaire et de son évacuation par le coup d'Etat du général Franco. L'alternance politique est ensuite réduite à néant sous la période autoritaire, pour se relever au moment de la passation des pouvoirs du Général Franco au roi Juan Carlos, coïncidant avec le retour de la démocratie.

L'instabilité politique

L'instabilité avec violence touche relativement peu les pays neufs de l'échantillon. Australie, Canada et Japon semblent même totalement ignorer le phénomène. Seuls, les Etats Unis, dans les années 1960, connaissent une relative effervescence liée à la contestation face à l'engagement au Vietnam. Les pays d'Europe de l'Ouest se révèlent beaucoup plus sensibles à ce critère que les pays neufs. Les années 1930 représentent, notamment pour l'Allemagne et l'Espagne, des périodes de troubles politiques violents: guerre civile en Espagne et agitation SA en Allemagne. L'après guerre est une période troublée en France, le processus de décolonisation menant à un putsch militaire (en Algérie) et à l'adoption de la cinquième République.

En comparaison, les pays d'Amérique Latine semblent évoluer dans un climat permanent de troubles politiques: mis à part durant les années 1950 et 1960 au Chili, les économies latino-américaines se situent constamment à un degré d'instabilité politique supérieur à celui des Etats Unis dans ses années de plus forte effervescence politique. Le champion incontesté en la matière est l'Argentine, son taux d'instabilité étant régulièrement le plus élevé de la région.

b. Une première analyse des relations entre les variables à l'aide des coefficients de corrélation

Afin d'obtenir un premier aperçu des relations en présence, nous effectuons une analyse des coefficients de corrélation en regroupant les pays de l'échantillon en quatre régions d'appartenance: l'Europe, les pays neufs, l'Amérique Latine et le Japon. Pour chacun de ces groupes sont calculés les coefficients de corrélation entre variables politiques et ceux reliant indicateurs politiques et taux de croissance.

Tableau II.3: corrélation des variables politiques entre elles⁴⁷

	Echantillon total	Europe	Pays neufs	Amérique Latine	Japon
Alternance / Instabilité	.366	.415	.079	.462	.111
Démocratie / Instabilité	-.483	-.211	-	-.512	-.517
Démocratie / Alternance	-.042	.108	-	-.190	-.046

⁴⁷ Les valeurs manquantes correspondent à une absence de variance d'une des deux composantes du coefficient de corrélation (l'indicateur de démocratie en l'occurrence).

Tableau II.4: corrélation des variables politiques avec le taux de croissance du PIB par tête

	Echantillon total	Europe	Pays neufs	Amérique Latine	Japon
Alternance / Croissance	-.095	-.197	.108	-.241	-.065
Instabilité / Croissance	-.108	-.026	.097	-.149	-.298
Démocratie / Croissance	-.069	-.114	-	-.173	.384

Le premier tableau représente les corrélations entre variables politiques et met en valeur trois relations fortes. L'instabilité et l'alternance connaissent une évolution proche au cours de la période, sauf en ce qui concerne les pays neufs. Cependant, alors que la démocratie enregistre une tendance inverse à celle de l'instabilité, elle semble entretenir des liens beaucoup plus flous avec l'alternance politique: sa corrélation se révèle pratiquement nulle en ce qui concerne les pays d'Europe et le Japon et elle est faiblement négative pour ce qui est des pays d'Amérique Latine.

Le second tableau s'intéresse à la corrélation entre les variables politiques prises une à une et le taux de croissance du PIB par tête. Il ne permet pas de déduire de conclusions fortes quant aux comportements de croissance, puisque les corrélations entre les variables ne sont pas fortement marquées. Il semblerait que l'alternance et l'instabilité politique aient été préjudiciables à la croissance, bien que ces relations ne se retrouvent pas pour les pays neufs et qu'elles soient faiblement marquées pour les pays d'Europe.

Cependant l'étude du coefficient de corrélation seul est insuffisante. Elle ne permet, en effet, pas de contrôler la présence d'autres variables. Ainsi, l'impact négatif de l'alternance sur la croissance peut provenir de sa forte colinéarité avec la variable d'instabilité avec violence. D'ailleurs, les pays neufs n'enregistrent ni de forte dépendance instabilité / alternance, ni d'influence négative de l'alternance sur la croissance. D'autre part, le coefficient de corrélation est calculé en agglomérant toutes les données présentes, il comprend à la fois la variance inter-pays et temporelle des observations et ne permet pas de corriger pour l'hétérogénéité inobservable liée aux pays. Ces limites nous incitent à nous tourner vers une étude économétrique des effets en présence.

Chapitre II: Etude dynamique de l'interaction entre l'environnement politique et les performances économiques

L'étude des coefficients de corrélation nous est apparue insuffisante pour capter les relations en présence. Une régression simple MCO ne permettrait pas non plus de mener à bien ce travail. Elle serait incapable de prendre en compte à la fois la diversité des pays, l'évolution des phénomènes dans le temps et l'interdépendance des variables en jeu. C'est pourquoi nous nous tournons vers des méthodes plus complexes d'analyse des données. Afin de prendre en compte l'aspect tridimensionnel de la base de données - présence à la fois des dimensions inter, intra individuelles et de variables explicatives - nous avons recours à l'économétrie des données de panel. Maîtriser l'endogénéité des variables est plus complexe. Elle nous incite à adopter la méthode des triples moindres carrés et à mettre en œuvre une instrumentation cohérente, en particulier, avec l'aspect dynamique de nos régressions.

A. Le rôle des institutions dans le processus de croissance économique

1. Le modèle économétrique de référence

a. Le modèle

Le modèle structurel retenu se compose d'une équation de base - décrivant le comportement de croissance -, à laquelle s'ajoutent d'autres équations si les variables explicatives de cette première relation se révèlent endogènes. L'équation principale est empruntée au modèle de convergence conditionnelle traditionnel. Elle relie le taux de croissance, pris comme une différence de log du PIB par habitant, au niveau de revenu initial et à des variables de contrôle (les variables politiques). L'investissement n'apparaît pas dans nos régressions car il ne nous a pas été possible de rassembler une telle série sur longue période pour tous les pays de l'échantillon, en particulier pour les pays d'Amérique Latine. Cependant, dans la mesure où l'investissement est une variable endogène, déterminée notamment par le niveau de revenu et l'environnement politique, nous l'avons remplacé dans les régressions par ses déterminants

originels. Nous avons aussi effectué des estimations sur l'après-guerre, période sur laquelle nous disposons de données d'investissement, afin de tester la justesse de nos hypothèses.

Afin de prendre en compte toutes les interrelations décrites dans la revue de la littérature et, par conséquent, de maîtriser les possibles corrélations entre les variables, nous avons choisi d'effectuer nos tests à l'aide d'un modèle à équations simultanées. L'équation de croissance est donc accompagnée d'autres équations, censées préciser les comportements des pays de l'échantillon en matière politique. Le choix de ces autres équations se fait, non pas de façon *ad hoc*, mais suivant les conclusions d'un test simple d'endogénéité.

Le test d'endogénéité de Nakamura et Nakamura (1998) et ses conclusions

Les variables politiques sont étudiées, en premier lieu, à l'aide de modèles à effets fixes afin d'identifier leurs déterminants les plus probables. Leurs valeurs ajustées, ainsi que les résidus issus de cette première estimation sont ensuite intégrés à l'équation de croissance, selon la méthodologie préconisée par Nakamura et Nakamura (1998). La variable est supposée endogène lorsque le résidu issu de l'équation d'ajustement apparaît significatif dans l'équation de croissance. Cela signifie, en effet, qu'il existait un lien entre la variable politique considérée et le résidu de l'équation de croissance, signe que celle-ci était en fait endogène. Selon ce test, seule la variable d'alternance politique se révèle endogène. Les autres, *Demo* et *Instv*, apparaissent exogènes à l'équation de croissance.

Le modèle

Suite à ce premier test, la structure du modèle apparaît être la suivante:

$$Ly_{i,t+1} = a_1 Ly_{i,t} + a_2 Varpol_{i,t} + a_3 t + u_{i,t} \quad (II.1a)$$

$$Altern_{i,t} = b_1 VarEco_{i,t} + b_2 VarPol_{i,t} + b_3 t + v_{i,t} \quad (II.1b)$$

Avec $VarEco = \{Ly, Xpib\}$ et $VarPol = \{Demo, Altern, Instv, Pres\}$

Ly, revenu initial par tête ; *Xpib*, le taux d'exportation corrigé de la propension naturelle à échanger de Lee (1993) ; *Demo*, la démocratie ; *Altern*, l'alternance politique ; *Instv*, l'instabilité politique ; *Pres*, le caractère présidentiel des institutions ; *i* est un indice correspondant au pays et *t* à la période.

Les estimations sont menées sur des moyennes quinquennales de manière à pallier à la carence de certaines données. Nous avons, en effet, préféré faire appel aux moyennes plutôt qu'à l'extrapolation pour remédier au caractère incomplet de la base de données annuelles.

Cette transformation a, en outre, l'avantage de rendre nos résultats comparables à ceux des études menées sur le sujet.

Ly_{t+1} est le log du PIB par tête de fin de période. Ainsi la différence $Ly_{t+1} - Ly_t$ correspond au taux de croissance du PIB par tête sur la sous période de cinq ans. Les variables de contrôle de la convergence conditionnelle sont prises en moyenne sur cinq ans, l'indice t signifiant que la moyenne a été calculée entre t et $t+5$. Audenis, Biscourp, Fourcade et Loisel (2000) montrent que le passage du modèle de Mankiw, Romer et Weil (1992) de la dimension *cross-section* à la dimension panel a mené les économistes à adopter des indexages temporels des variables explicatives différents selon les études. Rien n'oblige *a priori* à synchroniser le taux de croissance et les variables de contrôle de la convergence. Certains auteurs insèrent d'ailleurs les variables explicatives retardées, de manière à éviter les problèmes d'endogénéité. D'autres utilisent les valeurs en début de période quinquennale. Nous choisissons, quant à nous, de nous référer aux moyennes quinquennales, de façon à utiliser toute l'information disponible sur la période.

La forme de ce modèle nous permet de capter à travers le revenu initial toutes les variables absentes de notre base de données. En effet, le revenu par tête de la période précédente est une bonne approximation de l'état de l'économie à cette époque. Il explique d'ailleurs la majeure partie de la variance actuelle du PIB par tête. Sa prise en compte permet de limiter l'impact de l'absence de la variable d'investissement. Cependant, cette configuration nous empêche d'interpréter son coefficient structurel comme un effet pur de convergence.

b. La méthode d'estimation

Le modèle présenté ci-dessus est estimé par la méthode des triples moindres carrés. Celle-ci permet de traiter trois problèmes liés à nos données. D'abord, elle pondère les estimateurs par la matrice de variance-covariance des résidus, elle prend donc en compte la possible dépendance des résidus entre les deux équations. Or, il est raisonnable de supposer que les chocs qui touchent le degré de stabilité d'un pays ont une certaine influence aussi sur les performances économiques de ce pays.

D'autre part, le modèle, tel qu'il est présenté, est sujet, à la fois à un problème d'endogénéité des variables, et à une corrélation entre la variable endogène retardée et les résidus. En effet, tout modèle de convergence est dynamique et, de ce fait, il introduit une endogénéité supplémentaire au sein des variables explicatives. Ce lien entre la variable retardée et les résidus serait peu contraignant si le panel avait une longueur temporelle suffisante. Or, dans le

cas présent, la longueur temporelle est limitée à neuf périodes, ce qui entraîne une non convergence des estimateurs. La méthode des triples moindres carrés associée à une instrumentation adéquate permet de corriger à la fois le biais de simultanéité et d'obtenir des estimateurs convergents. Les instruments à privilégier dépendent de la forme du modèle adopté. En général, les modèles dynamiques sont traités en différences premières par la méthode des moments généralisés. Dans ce cadre d'analyse, Anderson et Hsiao (1982) proposent d'utiliser les différences premières retardées de la variable endogène comme instruments. Arellano et Bond (1991) ajoutent à cette liste d'instruments les retards de la variable endogène en montrant leur orthogonalité aux résidus. Cependant ce n'est pas la méthode adoptée ici. Etant donné le faible nombre de pays à disposition pour cette étude de long terme, la méthode des moments généralisés n'est pas envisageable. De plus, et nous reprenons en ce point les commentaires de Poirson (1998), les variables institutionnelles se présentent comme des indicateurs peu variables dans le temps. Une transformation en différences premières représente, dans ce cas, un coût en terme de variabilité et donc de lisibilité de l'information⁴⁸. Nous avons donc choisi d'effectuer les estimations en niveaux sur les variables transformées par l'opérateur *Within* de manière à éliminer l'effet fixe. Dans un tel cas, Sevestre et Trognon (1996) recommandent l'utilisation des variables explicatives strictement exogènes présentes et retardées comme instruments. Soulignons que la validité des instruments au sein de nos régressions est vérifiée par le biais d'un test de sur-identification et que l'hétéroscédasticité est contrôlée par la méthode de White.

2. Les résultats du modèle global

Trois spécifications alternatives sont testées. La première représente le modèle de référence au sein duquel seules les relations significatives sont conservées. (2) démontre la robustesse des résultats obtenus à l'inclusion de la variable d'ouverture économique. (3) introduit le taux de croissance du PIB par tête comme variable explicative de l'alternance politique. Les résultats présentés au sein du tableau II.6 réaffirment l'existence d'une interaction entre les institutions politiques et la croissance économique. Cependant, ils rejettent l'hypothèse d'une convergence conditionnelle au profit d'une stationnarité du revenu par tête sur le long terme et suggèrent un impact négatif de la variable de démocratie.

⁴⁸ Ce coût n'est d'ailleurs pas spécifique à notre travail et est particulièrement élevé dans toute étude macroéconomique. Il faut remarquer, à ce propos, un retour vers les estimations en niveaux au détriment des différences premières sanctionné par l'article de Blundell et Bond (1998).

a. La convergence sur le long terme

Les régressions ne confirment pas l'existence d'une convergence conditionnelle entre les pays de notre échantillon. Le coefficient structurel relatif au revenu initial n'étant pas significativement différent de 1, il semble, au contraire, que le vingtième siècle se soit caractérisé par une constance des écarts de performances entre les économies.

Tableau II.5: résultats du modèle dynamique reliant croissance et institutions

	(1)		(2)		(3)	
	<i>Ly₊₁</i>	<i>Altern</i>	<i>Ly₊₁</i>	<i>Altern</i>	<i>Ly₊₁</i>	<i>Altern</i>
<i>Ly</i>	1.05** (.05)	-.45** (.22)	1.02** (.04)	-.50** (.21)	1.00** (.003)	
<i>Xpib</i>			.19 (.12)			
<i>Demo</i>	-.07** (.03)	.20** (.09)	-.06** (.02)	.19** (.09)	-.06** (.01)	.60** (.14)
<i>Altern</i>	.16** (.06)		.13** (.04)		.10** (.008)	
<i>Instv</i>	-.11** (.04)	.58** (.10)	-.09** (.03)	.58** (.10)	-.08** (.01)	.77** (.12)
<i>Pres</i>		-.32** (.11)		-.38** (.10)		-.002 (.002)
<i>Tcr</i>						9.64** (.05)
<i>R</i> ²	.91	.39	.93	.39	.94	.06
<i>Durbin Watson</i>	1.90	1.81	1.93	1.83	1.98	1.98
<i>H de Durbin</i>	0.78		0.50		0.12	
<i>Test de sur-identification</i>	4.12 (.391)		5.93 (.548)		.82 (.936)	
<i>Nombre d'observations</i>	152		152		152	

Avec: *Ly*, le PIB par tête, *Demo*, l'indicateur de démocratie, *Altern*, celui d'alternance politique, *Instv*, l'instabilité avec violence, *Pres*, le caractère présidentiel des institutions, *Tcr*, le taux de croissance du PIB par tête.

Instruments: (1): *Ly*(-1)-*Ly*(-2), *Demo*, *Demo*(-1), *Pres*, *Instv*, *Instv*(-1), (2): (1) + *Xpib*, *Xpib*(-1)

Ecart-types entre parenthèses: significativité à 10% (*), et 5% (**). HD: h de Durbin (seuil critique:1.645).

Dummies temporelles incluses dans la régression mais non reportées.

Un tel résultat peut avoir plusieurs explications. Il se peut que l'absence de certaines variables explicatives biaise à la hausse le coefficient structurel du revenu initial. Nous ne possédons, par exemple, aucune information sur l'investissement des pays d'Amérique Latine avant la seconde guerre mondiale, ce qui nous empêche de prendre en compte l'impact de l'accumulation de capital physique sur les performances économiques au sein de nos régressions. En tant que produit de l'investissement, le revenu initial absorbe peut être une partie de cette accumulation de telle manière que le coefficient structurel qui le caractérise est surévalué. Afin de vérifier cette hypothèse, nous effectuons une série de régressions sur une période moins étendue (1950-1980), mais sur laquelle nous disposons de données d'investissement.

Les coefficients structurels issus de cette deuxième série d'estimations suggèrent deux conclusions intéressantes. D'une part, contrairement à l'intuition émise précédemment, l'investissement ne semble expliquer qu'une part négligeable de l'amplitude du coefficient structurel associé au revenu initial. En effet, une estimation effectuée sur une base débutant en 1950 présente des coefficients de convergence significatifs et similaires que l'investissement soit présent au sein de la régression ou non. Cette première conclusion est néanmoins rassurante puisqu'elle nous permet de travailler sur une base de données plus étendue sans sacrifier de manière trop dramatique la pertinence de nos résultats.

Tableau II.6: coefficients de convergence conditionnelle obtenus sur 1920-1980 et 1950-1980

	1920-1980		1950-1980	
<i>Ly</i>	.98	(.03)**	.91	(.03)**
<i>Inv</i>			.37	(.18)**
<i>Obs</i>	152		95	

Avec: Ly_{+t} , variable endogène et *Inv*, log du taux d'investissement. Dummies temporelles incluses dans la régression mais non reportées. Ecart-types entre parenthèses. Significativité à 10% (*), et 5% (**).

D'autre part, la baisse significative du coefficient entre les deux séries de régressions suggère une meilleure pertinence du modèle de convergence conditionnelle sur la période de l'après-guerre que sur le siècle dans son ensemble. Cette remarque confirme les conclusions atteintes au sein du chapitre 3 de la première partie. Elle se comprend aussi en référence aux graphes de PIB par tête reportés dans les annexes de la première partie. D'après ces graphes, en effet, le phénomène de convergence s'accélère nettement après la seconde guerre mondiale, que les pays considérés soient le Japon ou les pays Européens. Même les pays d'Amérique Latine semblent participer à cette accélération puisqu'ils présentent une amorce de convergence régionale à partir de 1950.

Maddison (1991) commente ce phénomène qui lui semble d'autant plus surprenant qu'il fait suite à 80 années - de 1870 à 1950 - de divergence entre économies. Il montre que sur la période précédant la seconde guerre mondiale, seuls cinq pays⁴⁹ ont connu un rapprochement significatif du leader économique en termes de revenu par tête (Grande Bretagne, puis Etats Unis) alors même que ce phénomène de convergence absolue se généralise après guerre à tous les pays Européens et au Japon. Il justifie cet extraordinaire mouvement de rapprochement économique par une conjonction de bonnes conditions économiques et de politiques

⁴⁹ Le Canada et la Finlande entre 1890 et 1913, la Norvège, la Suède et la Suisse de 1913 à 1950.

conjoncturelles bénéfiques. De forts niveaux de demande ainsi qu'une suppression des entraves au commerce international ont entraîné à la fois une hausse drastique de la production, mais aussi une accélération de la diffusion technologique. Une forte accumulation de capital humain a ensuite permis aux pays Européens et au Japon de pouvoir profiter de cette propagation de technologies tandis que des politiques actives d'ouverture et de relance keynésiennes renforçaient la demande domestique et la coopération internationale - autour du plan Marshall.

Cet ensemble de remarques historiques ainsi que les résultats économétriques obtenus nous incitent à privilégier une interprétation en termes de rupture temporelle: la convergence se présenterait essentiellement comme un phénomène datant d'après la seconde guerre mondiale. La prise en compte des données précédant cette période infléchit les résultats économétriques et suggère une persistance des écarts entre pays sur le long terme.

Cette explication en termes de rupture liée à la seconde guerre mondiale est satisfaisante en ce qu'elle correspond à l'évolution historique observée. Elle est, cependant, légèrement en opposition par rapport aux résultats du modèle de Mankiw, Romer et Weil (1992) appliqué aux données annuelles exposés en première partie. Ces résultats (qui ne devraient pas être entachés d'un biais de panel dynamique étant donné le nombre élevé de périodes considérées), accordent un coefficient structurel significativement inférieur à 1 au revenu initial, réaffirmant l'existence d'une convergence conditionnelle sur tout le siècle. D'ailleurs une nouvelle estimation effectuée sur ces données de long terme⁵⁰ au sein de laquelle l'alternance est instrumentée mais pas le revenu initial (dont le coefficient structurel est supposé converger sur long terme) produit des résultats identiques (voir tableau II.7).

Tableau II.7: estimation sur données annuelles avec instrumentation de *Altern**

	Ly_{+1}
<i>Ly</i>	.96** (.01)
<i>Demo</i>	-.01** (.003)
<i>Altern</i>	.06** (.01)
<i>Instv</i>	-0.02** (.004)
R^2	.99
<i>F-test (effets fixes)</i>	3.44 (.000)
<i>Nombre d'observations</i>	893

*Sans correction pour le panel dynamique

L'ampleur et la significativité du coefficient associé au revenu initial se présentent donc comme largement dues à la méthode employée.

Il se lit certainement ici plusieurs explications concurrentes. Il se peut que 47 périodes ne soit pas un nombre suffisant pour permettre une correction satisfaisante du biais lié au panel dynamique. Dans ce cas, le coefficient du revenu initial obtenu sur données annuelles souffre d'un biais et ne peut être considéré comme valide. Cependant le coefficient issu de l'estimation en triple moindres carrés peut, lui aussi, être entaché d'erreur liée à une mauvaise instrumentation. Nous avons, en effet, utilisé comme instruments les valeurs présentes et passées des variables explicatives à notre disposition. Celles-ci ne sont peut être pas suffisamment corrélées avec le revenu initial pour permettre une bonne approximation de la variable. Il se peut, par conséquent, que l'on perde l'effet de convergence pour cause d'une instrumentation trop grossière de ce phénomène. Rappelons, néanmoins, qu'une méthode identique appliquée à la période suivant la seconde guerre mondiale confirme l'existence d'une convergence conditionnelle. Si les instruments utilisés sur la période totale gommant l'effet de la convergence alors qu'ils n'y parviennent pas après 1950, c'est qu'un tel phénomène est de toutes façons largement prédominant sur la seconde période mais trop faible avant pour apparaître dans les résultats. Ce qui nous amène, de nouveau, à privilégier une approche historique...

b. L'impact des variables politiques sur le taux de croissance

Dans l'équation de croissance, les trois indicateurs politiques à disposition - *Demo*, *Altern* et *Instv* - jouent un rôle déterminant. Tandis que l'existence d'institutions démocratiques aurait une influence négative sur la croissance économique, un renouvellement fréquent des équipes dirigeantes lui serait favorable. Enfin, l'instabilité constituée par l'occurrence de violences politiques est préjudiciable à la croissance, ce qui confirme les études empiriques menées jusqu'à présent.

L'impact différencié de ces trois indicateurs rend compte du caractère ambigu du rôle de la "démocratie" sur la croissance. En effet, ces résultats font apparaître un phénomène qui peut sembler étonnant: non seulement l'existence formelle d'institutions démocratiques n'est pas favorable à la croissance économique, mais elle semble même lui être préjudiciable. En fait,

⁵⁰ Base annuelle complétée pour les valeurs manquantes par extrapolation.

un tel résultat semble corroborer les arguments émis par Alésina et Rodrik (1991) relatifs à l'insularité de l'Etat en régime autoritaire. En d'autres termes, l'existence d'institutions démocratiques pourrait servir de support au développement de groupes de pression, et autres formes de lobbying, alors que les régimes autoritaires y seraient comparativement moins exposés.

Cependant, il est avéré que la présence dans l'échantillon de pays d'Amérique du Sud a fortement influencé les résultats économétriques. En effet, d'après l'analyse en composantes principales, la variabilité de l'indicateur de démocratie est issue principalement des évolutions enregistrées en Amérique Latine. Les pays européens - mise à part l'Espagne - et les pays d'Amérique du Nord présentent des régimes politiques relativement stabilisés qui invalide le caractère discriminant de la variable de démocratie. Or, si l'on se réfère aux travaux de Dornbusch et Edwards (1991), les pays d'Amérique du Sud ont connu principalement des formes de démocratie spécifiques, définies comme populistes. Plusieurs traits distinctifs font que le populisme est souvent associé à de mauvaises performances économiques.

Limitant le concept de populisme à sa dimension économique, Dornbusch et Edwards (1991) le définissent comme une forme de pouvoir basant son action sur des politiques économiques expansionnistes et une monnaie surévaluée dans le but d'accélérer la croissance et de redistribuer les richesses. Ils mettent aussi l'accent sur le rejet des contraintes traditionnelles, les leaders populistes sous-évaluant l'impact de long terme de l'inflation, du déficit budgétaire et du non respect de la contrainte extérieure dans une optique de relance économique. Cette vision de court terme a, d'après Dornbusch et Edwards (1991), systématiquement mené les régimes populistes au blocage économique, les larges augmentations de salaires et d'emploi accordées initialement menant à terme à une inflation galopante, des déséquilibres commerciaux et budgétaires insoutenables, et à la fuite de capitaux.

Comme le soulignent Kaufman et Stallings (1991), le concept de populisme ne se réduit pas à sa dimension économique, il naît de conditions sociales politiques et idéologiques particulières. La structure sociale des pays d'Amérique Latine au début du siècle est particulièrement propice au développement de ce type de gouvernance. Les pays latino-américains ont, en effet, hérité de leur expérience libérale du XIX^{ème} siècle une oligarchie très puissante liée aux exportations qui fait de leur distribution de revenus l'une des plus inégalitaires au monde. Ils connaissent aussi une très forte division entre travailleurs du secteur industriel et des services et secteur d'exportation des matières premières, opposition exacerbée par la crise de 1929. Ces oppositions entre groupes de pression ont été de nature à encourager le développement de pratiques populistes en permettant aux leaders de jouer la

carte du rapprochement populaire - par le biais des mots d'ordre de redistribution des revenus et de substitution aux importations - contre l'oligarchie traditionnelle liée au commerce et à la terre. Le populisme se caractérise donc généralement par un leader politique emblématique et paternaliste dont la légitimité passe au dessus des institutions politiques pour trouver ses racines directement dans le soutien populaire (ce qui fait qu'il est souvent associé à clientélisme).

Ces auteurs démontrent aussi, sur la base d'exemples pris à l'Argentine, au Brésil et au Chili que la démocratie plus que les régimes de type autoritaire a été propice au développement de pratiques populistes. Leurs arguments à ce propos rejoignent ceux mis en avant par Alésina et Rodrik (1991), puisqu'ils soulignent le caractère peu influençable des régimes forts (qui recherchent peu la légitimité populaire). D'après eux, les démocraties transitoires (c'est à dire succédant à des régimes autoritaires) constituent les types de pouvoir les plus vulnérables (horizon temporel des décideurs court, pays très demandeur de réformes économiques et sociales...). Ils montrent ainsi que les pays d'Amérique Latine, dont la tradition démocratique est peu ancrée, sont particulièrement soumis à ces tentations populistes.

Il se peut donc que la forme de démocratie adoptée par les pays d'Amérique Latine ait été particulièrement préjudiciable à leur croissance économique. Cela recoupe l'impression générale d'une faible confiance accordée aux institutions démocratiques en Amérique Latine, notamment au sein de pays tels que l'Argentine et le Brésil, et d'une recherche de stabilité et de développement économique par la voie de régimes autoritaires.

Si la démocratie semble avoir un effet défavorable sur les performances économiques des pays de l'échantillon, ce résultat est atténué par l'impact positif de l'alternance des équipes dirigeantes. Ainsi, ce n'est pas l'existence formelle d'institutions démocratiques qui se révèle nécessaire à la croissance, mais le renouvellement du pouvoir exécutif, ce renouvellement pouvant évidemment intervenir dans le cadre d'un régime démocratique, mais aussi dans celui d'un régime autoritaire.

Quant à l'impact négatif de l'instabilité, il correspond à un résultat classique et explique certainement une bonne part des contre-performances enregistrés par les pays latino-américains. Un retour aux graphes par région indique, en effet, un niveau inégalé de l'instabilité politique au sein des pays d'Amérique latine qui, associé au signe négatif de son coefficient structurel justifie en partie la faiblesse du taux de croissance sur la période.

c. L'équation d'alternance politique

Les résultats obtenus au sein de l'équation d'alternance politique sont sans surprise et confirment les recherches menées à ce sujet. Cette équation apporte cependant un éclairage nouveau concernant la relation entre la démocratie et la croissance économique.

Remarquons, tout d'abord, le lien entre la variable de stabilité et le niveau de revenu. Un niveau de revenu plus élevé entraîne une relative stabilisation du jeu politique. Ce résultat correspond aussi à un fait stylisé du XX^{ème} siècle confirmé par les graphes à notre disposition à savoir que plus les économies se sont développées, moins elles ont enregistré de changements politiques, la prospérité économique s'accompagnant d'une stabilisation politique. Mise à part cette relation avec le niveau de revenu, les autres variables économiques de la base de données ne semblent pas avoir d'impact significatif sur le niveau d'alternance politique. Ainsi, lorsque le taux de croissance retardé est inclus dans la spécification, le modèle souffre d'une perte de pouvoir explicatif non négligeable et d'une forte instabilité des paramètres. Le caractère dynamique des institutions d'un pays semblent donc dépendre, en priorité, des autres caractéristiques politiques.

La démocratie favorise, de manière évidente, le changement au pouvoir des équipes dirigeantes. Nous retrouvons par ce biais un impact positif des institutions démocratiques: celles-ci, plus que les régimes autoritaires, sont les garantes du renouvellement des élites, renouvellement largement positif pour la croissance comme nous l'avons souligné précédemment. Parallèlement, le lien positif existant entre l'instabilité avec violence et l'alternance politique semble assez intuitif: les crises politiques graves se soldent inévitablement par un renouvellement des gouvernements.

La relation inverse qui semble régir le caractère présidentiel des institutions et la stabilité politique est tout aussi intuitif: la concentration des pouvoirs dans les mains de l'exécutif a pour corollaire de freiner le renouvellement des équipes dirigeantes. Ceci est naturellement le cas en régime autoritaire, mais aussi en régime démocratique dans lequel l'existence d'un pouvoir exécutif fort est le gage d'une rationalisation du jeu parlementaire.

Les liens entre sphère politique et économique dessinent finalement une relation complexe entre démocratie et croissance. Si la forme des institutions semble être en elle-même préjudiciable à de bonnes performances économiques, les relations qu'elle entretient avec les autres déterminants politiques renverse les termes de la réflexion. La démocratie se présente ainsi comme une condition essentielle à une alternance du pouvoir et affecte, par ce biais,

positivement la croissance. En même temps, et cela a certainement été le cas pour nombre de pays d'Amérique Latine, l'alternance politique non maîtrisée peut mener à de l'instabilité politique - d'où l'existence d'une corrélation entre *Instv* et *Altern* - conséquence clairement négative en terme de développement économique.

B. L'interaction entre l'environnement institutionnel, l'éducation et la croissance économique

Jusqu'à présent, nous avons considéré l'impact global des institutions sur la croissance économique sans essayer de différencier ce qui tenait plus spécifiquement de l'influence sur l'accumulation des facteurs de l'impact sur l'efficacité globale du système économique. Dans ce qui suit, nous tentons de préciser l'analyse précédente en nous focalisant sur les déterminants de la productivité des facteurs. Plus précisément, nous nous intéressons à l'un des canaux possibles d'action des variables institutionnelles sur le processus de développement économique: l'efficacité du capital humain. Comme le soulignent Fosu (1992) et Poirson (1998), l'environnement politique influence aussi certainement l'accumulation de capital physique. Cependant, étant donnée la faible disponibilité de séries d'investissement pour les pays d'Amérique Latine et le caractère insatisfaisant des données disponibles pour les pays développés, nous n'avons pu mener cette étude dans le cas de l'accumulation de capital physique.

Le lien entre institutions politiques et accumulation de capital humain se révèle complexe. En principe, l'existence d'un régime démocratique est de nature à favoriser la mise en œuvre de politiques publiques orientées vers l'accumulation de capital humain. En effet, l'existence d'une responsabilité politique d'un gouvernement face à un parlement lui-même désigné par suffrage universel, est susceptible d'inciter le premier à consentir des efforts correspondant aux besoins fondamentaux exprimés par la population. Dans ces conditions, les autorités politiques seront, dans une certaine mesure du moins, contraintes de mettre en œuvre des politiques redistributives dont l'effort en matière d'éducation pourra constituer l'une des composantes⁵¹.

⁵¹ Saint-Paul et Verdier (1993) modélise l'existence probable d'une telle relation entre démocratie et capital humain au travers d'un modèle de croissance endogène. Au sein de ce dernier, l'effort redistributif consenti par les pouvoirs publics, représenté par le montant des dépenses d'éducation, dépend d'un « équilibre politique », tel que davantage de démocratie débouche sur un effort accru d'accumulation du capital humain

D'autre part, on peut souligner que la mise en place puis l'enracinement d'un régime démocratique s'accompagne souvent de transformations radicales des sociétés qui connaissent ces évolutions politiques. La démocratie est à la fois le produit et l'agent de la dissolution des hiérarchies traditionnelles. En ce sens, elle favorise l'émancipation de l'individu et génère une demande d'éducation. Il convient, dès lors, de souligner la complexité de la relation démocratie - effort d'éducation, ce dernier étant, sans doute, autant le résultat d'un processus démocratique que le support de ce dernier. Ainsi que le soulignait Tocqueville (1990), l'éducation peut constituer le vecteur privilégié de l'esprit des Lumières, et par là même favoriser les évolutions vers la mise en place de régimes démocratiques. En ce sens, la relation entre éducation et démocratie est caractérisée par un biais d'endogénéité.

Par conséquent, notre travail suppose que le capital humain, au même titre que les variables politiques et le taux de croissance, est une variable endogène dont il faut rechercher les déterminants macro-économiques. Nos résultats, et notamment le lien mis à jour entre variables politiques et éducation, suggèrent que le capital humain entretient des relations complexes avec les autres déterminants socio-économiques de la croissance.

1. Le modèle global

Afin d'étudier le lien entre éducation, environnement politique et croissance, la base de données décrite précédemment est enrichie d'une variable d'éducation empruntée à Banks (1995) et corrigée de la structure démographique grâce aux pyramides des âges recensées par l'INED⁵². Le modèle économétrique de référence est constitué des deux équations estimées dans la première partie de ce travail et d'une équation décrivant le comportement d'accumulation du capital humain.

$$Ly_{i,t} = a_1 \text{VarEco}_{i,t} + a_2 \text{VarPol}_{i,t} + a_3 t + u_{i,t} \quad (\text{II.2a})$$

$$\text{Altern}_{i,t} = b_1 \text{VarEco}_{i,t} + b_2 \text{VarPol}_{i,t} + b_3 t + v_{i,t} \quad (\text{II.2b})$$

$$H_{i,t} = c_1 \text{VarEco}_{i,t} + c_2 \text{VarPol}_{i,t} + c_3 t + w_{i,t} \quad (\text{II.2c})$$

Avec $\text{VarEco} = \{Ly, H, Litt, Xpib, Urb\}$ et $\text{VarPol} = \{Demo, Altern, Instv, Pres\}$

Ly , revenu initial par tête ; H , le capital humain ; $Litt$, le taux d'alphabétisation, $Xpib$, le taux d'exportation corrigé de la propension naturelle à échanger de Lee (1993) ; Urb , le taux d'urbanisation approximé par le pourcentage de la population vivant dans des villes de plus de 100 000 habitants ; $Demo$, la démocratie ; $Altern$, l'alternance politique ; $Instv$, l'instabilité politique ; $Pres$, le caractère présidentiel des institutions ; i est un indice correspondant au pays et t à la période.

⁵² Variable d'éducation décrite en partie I de ce travail.

Le tableau de résultats présente deux spécifications possibles du modèle. Une première régression (1) se réfère à la variable d'éducation en niveau, mais ses résultats apparaissent peu convaincants. La suivante (2) approfondit l'hypothèse d'un impact du capital humain en variation sur les performances économiques. Soulignons que nos résultats sont robustes - pas de changement de signe, ni de baisse de significativité - à l'ajout et au retrait de la variable d'ouverture économique qui n'apparaît pas dans le tableau de résultats pour cause de non significativité.

Tableau II.8: système d'équations simultanées dans lequel Ly_{+1} , $Altern$ et H sont endogènes

	(1)			(2)		
	Ly_{+1}	$Altern$	H_{+1}	Ly_{+1}	$Altern$	H_{+1}
Ly	1.08 (.05)**	-.52 (.19)**	.18 (.04)**	1.03 (.04)**	-.55 (.19)**	.18 (.04)**
H	-.08 (.06)		.61 (.15)**			.59 (.15)**
dH				.19 (.09)**		
$Demo$	-.07 (.02)**	.28 (.07)**		-.06 (.02)**	.30 (.07)**	
$Altern$.14 (.04)**		.04 (.02)**	.10 (.04)**		.03 (.01)**
$Instv$	-.08 (.03)**	.57 (.09)**		-.06 (.03)**	.58 (.09)**	
$Pres$		-.32 (.10)**			-.39 (.10)**	
$Urbal$.79 (.33)**			.78 (.32)**
R^2	.92	.37	.82	.94	.38	.83
$Durbin Watson$	1.92	1.80	1.80	1.90	1.81	1.78
$H de Durbin$	0.63			0.71		
$Test de sur-identification$		24.35 (.11)			22.21 (.18)	
$Nombre d'observations$		152			152	

Avec: Ly , le PIB par tête en début de période, H le taux de scolarisation dans le primaire et secondaire, dH le taux de croissance du taux de scolarisation, $Demo$, l'indicateur de démocratie, $Altern$, celui d'alternance politique, $Instv$, l'instabilité avec violence, $Pres$, le caractère présidentiel des institutions et $Urbal$ le taux d'urbanisation. Instruments: c , dummies temporelles, $urbal$, $urbal(-1)$, $Litt$, $Litt(-1)$, $demo$, $demo(-1)$, $pres$, $instv$, $instv(-1)$. Ecart-type entre parenthèse, significativité à 5% (**) et 10% (*). Dummies temporelles significatives mais non reportées.

Le tableau II.8 confirme les résultats obtenus précédemment. Etant principalement intéressés par l'inextricabilité des relations capital humain - environnement politique - croissance économique, nous nous concentrons dans ce qui suit sur ce qui touche à ces relations. Nous commençons par une étude des effets directs de l'éducation sur la croissance économique, puis nous nous intéressons à ses effets indirects, via notamment son interaction avec le cadre institutionnel.

a. Les effets de l'éducation sur les performances économiques

C'est l'accroissement du taux de scolarisation et non son niveau qui s'avère influent sur la croissance du PIB par tête. En effet, lorsque le taux de scolarisation est inséré en niveau dans les régressions, il interfère avec la variable de revenu initial - avec laquelle il entretient une corrélation très étroite - pour expliquer le taux de croissance. Son trend commun à celui du revenu initial lui fait jouer le rôle d'une variable de convergence. En revanche, une fois pris en taux de croissance, c'est à dire une fois éliminé le trend commun avec la variable de revenu, le taux de scolarisation s'avère largement bénéfique pour les performances économiques. Ce résultat est à rapprocher des conclusions dérivées de la première partie de ce travail concernant le comportement des taux de scolarisation et leur relation au stock de capital humain à long terme. Nous en avons déduit une forte proximité d'évolution entre taux de scolarisation et stock de capital humain. Ce résultat nous amène à réfuter l'assimilation du taux de scolarisation à une variable d'investissement éducatif et nous permet de supposer que c'est la variation du taux de scolarisation qui joue ce rôle.

L'obtention d'un tel effet n'est pas contradictoire avec le modèle de Mankiw, Romer et Weil (1992) auquel l'équation de base fait en partie référence. Comme déjà observé dans la première partie, il y a deux façons de décliner l'équation de convergence conditionnelle en fonction du degré d'explicitation de l'accumulation du capital humain. Une première méthode consiste à conserver le capital humain en stock, mais se heurte ici à un problème méthodologique qui est sa proximité de trend avec le revenu initial. La seconde écriture possible consiste à décomposer le processus d'accumulation de l'éducation en faisant apparaître l'investissement éducatif. Jusqu'à présent, les auteurs assimilaient les taux de scolarisation à une variable d'investissement et les introduisaient tels quels au sein de leurs estimations économétriques. Cependant, en séries temporelles, une telle assimilation est abusive. Ce sont les taux de scolarisation eux-mêmes qui se comportent comme des stocks de capital humain. L'investissement en capital humain se trouve donc mieux approximé par le taux de croissance des taux de scolarisation que par leurs niveaux. C'est précisément ce phénomène qui se trouve reflété par nos résultats économétriques. Ils sont à interpréter comme une confirmation de l'impact de l'investissement éducatif sur la croissance économique⁵³.

⁵³ Une objection reste cependant valide face à ce raisonnement: les taux de scolarisation, contrairement au stock de capital humain, sont des grandeurs bornées et connaissent donc à terme un ralentissement net de leur accumulation. Cependant, en ce qui concerne notre étude, cette remarque n'invalide pas notre analyse, le seuil de

Notons, cependant, que cette série de régressions ne parvient pas à justifier les résultats obtenus en première partie de cette thèse d'un impact positif et significatif - bien que faible - de la variable d'éducation en niveau (et non en taux de croissance) sur la base des pays développés. Là encore plusieurs explications concurrentes sont certainement à l'œuvre. L'hypothèse d'hétérogénéité technologique entre les pays ne nous a pas semblé pertinente car le retrait et l'ajout des pays d'Amérique Latine aux échantillons étudiés n'a pas paru affecter significativement les résultats. Une explication en termes de trends communs avec la variable de revenu initial est sûrement un élément essentiel. Cependant, elle ne justifie pas pourquoi un tel mécanisme ne semble pas être à l'œuvre sur la base 1880-1980. Peut être atteignons nous ici la limite des données à notre disposition... Remarquons toutefois que les résultats concernant l'influence des variables politiques sur la croissance économique ne sont pas affectés par la définition de la variable de capital humain choisie. Ils ne diffèrent pas non plus significativement des coefficients mis à jour en l'absence totale de variable d'éducation.

b. Les déterminants de l'éducation

La variable la plus influente sur le taux de scolarisation dans le primaire et le secondaire est le niveau de scolarisation atteint à la période précédente. Cette relation suggère un effet de persistance de l'éducation et confirme la similitude de comportement du taux de scolarisation de celui d'un stock. Cette conclusion est renforcée par le signe positif du coefficient structurel associé à L_y . Ce résultat justifie l'hypothèse émise précédemment d'une communauté de trend entre les deux variables. Il suggère aussi que plus le revenu national est élevé, plus l'accumulation du capital humain s'effectue à un rythme élevé. Cette dernière réflexion rappelle les conclusions des travaux sur la croissance endogène soulignant l'expérience qu'acquière, dans le domaine de l'accumulation du capital humain, les économies au fil de leur développement.

Concernant les relations entre environnement institutionnel et capital humain, les résultats suggèrent une influence positive de l'alternance politique sur l'effort de scolarisation. Constituant un indicateur alternatif de démocratie, l'alternance politique est sans doute à ce titre le gage d'une meilleure répartition des dépenses publiques, qui seront en partie allouées à l'éducation.

scolarisation dans le primaire et le secondaire n'étant pas encore atteint (même si le primaire a certainement connu un fort ralentissement dans son accroissement, l'investissement dans le secondaire a pris le relais).

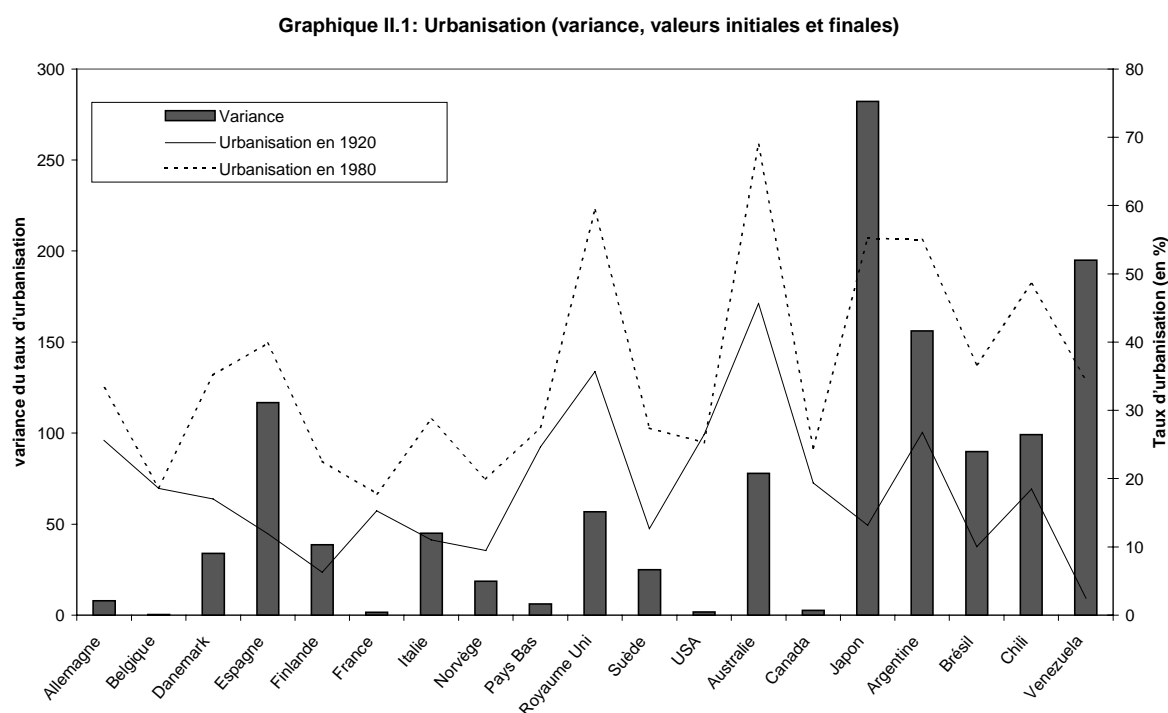
L'urbanisation a un impact positif sur l'effort de scolarisation dans l'enseignement primaire et secondaire. Il est certainement plus aisé de mettre en place des infrastructures scolaires en milieu urbain, qu'en milieu rural, milieu au sein duquel les populations sont nécessairement dispersées. D'autre part, l'urbanisation correspond à un processus d'exode rural, donc d'abandon des activités agricoles au profit d'une industrialisation et d'une tertiarisation de l'économie. Ces évolutions, concomitantes au développement des classes moyennes, sont propices à la généralisation de l'éducation. La non significativité d'une telle variable lorsque l'ensemble des pays de l'échantillon est pris en compte suggère, de plus, que l'urbanisation est un phénomène dont l'influence est prépondérante au sein des pays d'Amérique Latine.

c. La spécificité latino-américaine

A plusieurs reprises nous avons remarqué que notre analyse gagnait en précision lorsque l'existence de spécificités régionales était prise en compte. Deux remarques, en particulier, ont retenu notre attention: d'une part, il a été mise en évidence une relation négative entre démocratie et croissance essentiellement pertinente au sein des pays d'Amérique Latine ; d'autre part, l'urbanisation nous a semblé jouer un rôle prépondérant dans la région latino-américaine. La première remarque est issue à la fois d'un biais statistique et d'une réalité historique: les pays latino-américains sont les seuls pays de l'échantillon – si l'on néglige le Japon et l'Espagne - à avoir connu une variance significative de l'indicateur de démocratie tout au long du XX^{ème} siècle. Les autres pays sont caractérisés par un contexte démocratique stabilisé, cet enracinement de la démocratie contraignant l'estimation du modèle économétrique.

L'impact amplifié de l'urbanisation au sein de la région latino-américaine ne provient pas d'une absence de variance de cet indicateur au sein des pays les plus développés de la base de données. Cependant, une explication possible est que l'urbanisation a été un phénomène rapide et intensif dans les pays d'Amérique Latine par opposition aux pays de l'OCDE qui ont connu un mouvement d'urbanisation relativement progressif au cours du XX^{ème} siècle. Afin de mettre en évidence le caractère spécifiquement rapide du processus d'urbanisation en Amérique du Sud, nous avons comparé la variance ainsi que les niveaux initiaux et finaux des taux d'urbanisation des différents pays de notre échantillon. Les niveaux initiaux ne se présentent pas comme particulièrement discriminants sur la base de données, les pays d'Amérique Latine n'étant pas systématiquement sous ou sur-urbanisés en début de période.

On observe, en revanche, que, parmi les six pays à présenter la variance du taux d'urbanisation la plus forte, quatre se situent sur le continent sud-américain (avec le Japon et l'Espagne). Ce serait donc l'intensité et la rapidité de ce phénomène qui a joué sur le XX^{ème} siècle.

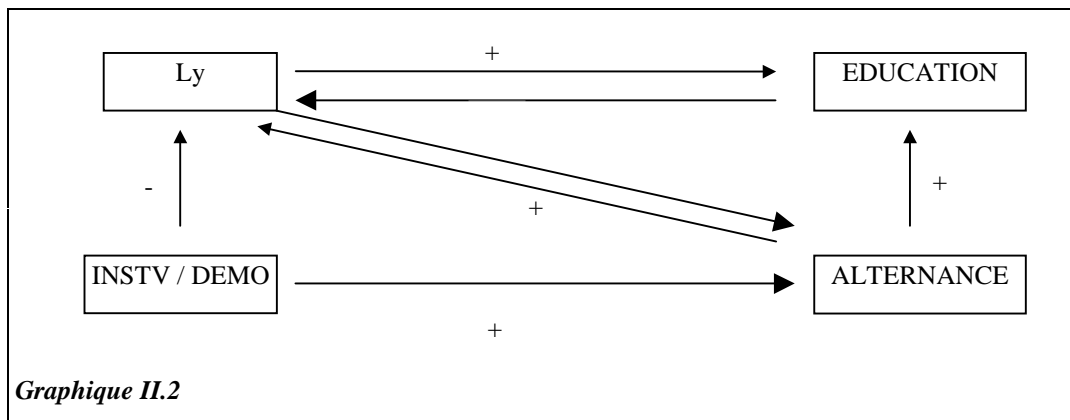


d. L'impact agrégé des divers facteurs de croissance

Les résultats précédents nous permettent de préciser les modalités d'influence des institutions sur le développement économique. Le graphique II.2 résume l'ensemble des interactions en présence. Elles rendent compte du caractère complexe du processus de croissance, chaque facteur ayant une influence directe et indirecte sur les performances économiques.

Les effets directs des institutions sur la croissance sont ceux répertoriés dans la première partie de ce travail. Alors que l'instabilité économique se révèle négative pour les performances économiques, l'alternance en est un moteur. Par transitivité, nous avons aussi déduit un effet positif de l'instabilité via son impact sur l'alternance. La seconde étude permet encore d'enrichir ces résultats. Le canal du capital humain cristallise de nouvelles relations, puisqu'il détermine le niveau de revenu alors qu'il est lui même influencé par

l'environnement institutionnel. Par ce biais, l'alternance politique renforce encore son effet positif sur la croissance économique.



Afin d'illustrer ces résultats et de calculer les effets de long terme de ces variables, nous avons procédé à une simulation des impacts agrégés. Nous avons calculé les conséquences de long terme qu'aurait une variation de 10% de chaque variable en présence. Pour cela, nous avons simulé de manière itérative une centaine de chocs exogènes. Les effets obtenus sont reportés au sein du tableau II.9.

Tableau II.9: simulation des effets agrégés

	Ly	Alt	H
$DH = 0.1$	0.002	-0.001	0.245
$DAlt = 0.1$	0.375	-0.106	0.156
$DInstv = 0.1$	-0.007	0.062	0.001
$DDemal = 0.1$	-0.112	0.092	-0.042

Les effets agrégés obtenus suggèrent l'aspect négligeable de l'impact de l'éducation à long terme et soulignent les forces de rappel présentes au sein du modèle. Une variation de 10% de l'instabilité politique a un effet négatif sur la croissance économique, mais moindre que ce que son coefficient structurel laisserait présager car son influence parallèle sur l'alternance politique atténue son impact. Par opposition, les effets néfastes de la démocratie au sein des pays d'Amérique Latine se trouvent accentués par rapport à l'impact suggéré par le coefficient structurel de cette variable au sein de l'équation de croissance. En effet, la relation positive entre la démocratie et l'alternance politique aurait tendance à amoindrir les effets néfastes de la démocratie sur la croissance. Cependant la reconduction des inégalités de développement

par le biais du coefficient structurel du revenu initial (supérieur à 1) a tendance à accentuer tout effet négatif des facteurs de croissance.

Les résultats de cette projection nous suggèrent un impact plus important sur le long terme de l'effet négatif de la démocratie que de celui de l'instabilité. Il semblerait donc que ce soit l'adoption de pratiques populistes qui puissent expliquer les mauvaises performances des pays d'Amérique Latine plus que l'existence d'une instabilité chronique. Nous devons cependant rester prudents quant à de telles prédictions car elles dépendent grandement de l'ampleur des coefficients obtenus, ampleur que l'imprécision de nos données et les problèmes méthodologiques (qui affectent particulièrement la variable de convergence) rendent plus qu'approximative.

Cette première approche globale permet de déterminer les modalités d'accumulation du capital humain. Elle ne dit cependant rien sur l'impact de l'éducation sur la croissance économique en fonction du cadre institutionnel environnant. Il se peut, effectivement, que les déterminants de l'accumulation de capital humain et ceux de son efficacité soient des facteurs dissociés. Dans un monde parfait, le lien entre la quantité de capital humain présent dans une économie et la productivité de ce dernier devrait être indissociable. Cependant, il arrive que le capital humain soit diverti des activités productives (Murphy, Shleifer et Vishny, 1991, Berthelemy, Pissarides et Varoudakis, 1998) ou que l'environnement ne lui permette pas d'être aussi productif qu'il pourrait l'être (Fosu, 1992). C'est cette seconde étude que nous entreprenons dans la suite de ce travail. L'enjeu est important, puisqu'il consiste à déterminer l'environnement institutionnel le plus à même d'entraîner l'utilisation optimale du capital humain présent dans une économie.

2. L'impact de l'environnement institutionnel sur les rendements de l'éducation

a. Etude des variables croisées: Fosu (1992)

Nous reprenons, dans ce qui suit, la méthodologie proposée par Fosu (1992). Nous étudions la variation de productivité du capital humain en fonction du cadre institutionnel en ajoutant au modèle présenté précédemment des variables croisées mettant en relation capital humain, instabilité, démocratie et alternance. Ces variables croisées faisant intervenir le capital

humain, nous retournons à un modèle dans lequel ce facteur n'est pas endogénéisé. Les résultats obtenus n'accréditent pas l'hypothèse de Fosu (1992): les termes croisés ne sont pas significatifs au sein de la régression. Seule la variable d'instabilité politique s'approche du seuil de significativité avec une p-value de 13%. Cette variable suggère une influence négative de l'instabilité politique sur la productivité du capital humain, renforçant encore le caractère néfaste de ce facteur.

Tableau II.10: introduction de variables croisées dans l'équation de croissance⁵⁴

	(a)	(b)	(c)
<i>Ly</i>	1.04** (.05)	1.03** (.04)	1.04** (.05)
<i>dH</i>	.22 (.27)	.19** (.09)	.367** (.13)
<i>dH * Demo</i>	.12 (.21)		
<i>dH * Altern</i>		-.14 (.16)	
<i>dH * Inst</i>			-.59 (.39)
<i>Demo</i>	-.07** (.03)	-.06** (.02)	-.07** (.03)
<i>Altern</i>	.10** (.04)	.12** (.04)	.13** (.05)
<i>Inst</i>	-.07** (.03)	-.07** (.03)	-.04 (.06)
<i>R</i> ²	.94	.94	.91
<i>H de Durbin</i>	1.96	1.89	2.03
<i>Sur-identification</i>	21.85 (.15)	22.65 (.12)	20.63 (.19)
<i>Nombre d'observations</i>	152	152	152

Avec: *Ly*, le PIB par tête en début de période, *dH* le taux de croissance du taux de scolarisation, *Demo*, l'indicateur de démocratie, *Altern*, celui d'alternance politique, *Instv*, l'instabilité avec violence, *Pres*, le caractère présidentiel des institutions. Instruments: c, dummies temporelles, *demo*, *demo(-1)*, *pres*, *instv*, *instv(-1)*. Ecart-type entre parenthèse, significativité à 5% (**) et 10% (*). Dummies temporelles non reportées.

Cependant, la méthode présentée par Fosu (1992) pêche du point de vue méthodologique puisqu'elle ne permet pas de privilégier une interprétation en terme de causalité. Elle justifie les deux interprétations symétriques d'un impact du capital humain sur les rendements des variables institutionnelles, aussi bien que celui des variables institutionnelles sur le capital humain sans indiquer le sens de la relation. Face à cette limite, Dessus (1999) préconise l'utilisation des modèles à coefficients variants développés par Amemyia (1978).

⁵⁴ Par souci de clarté, nous ne reportons que l'équation de croissance. C'est, cependant, le modèle entier qui a été estimé à chaque fois.

b. Un modèle à coefficients variants: Amemiya (1978)⁵⁵

La mise en place de la méthode d'Amemiya (1978) étant assez complexe, nous supposons pour cette occasion que le capital humain est une variable exogène. Nous effectuons une première estimation en décomposant le capital humain de manière à obtenir un indicateur par pays. Les coefficients de l'éducation obtenus sont ensuite extraits pour être régressés sur les moyennes par pays des variables politiques disponibles. La méthode préconisée par Amemiya (1978) inclut une seconde étape légèrement différente de celle utilisée ici et qui permettrait de corriger l'existence d'une hétéroscédasticité des résidus. Cependant, la complexité de mise en place de cette technique comparée aux gains en termes d'efficacité de l'estimateur obtenu ainsi que la faiblesse du nombre d'observations à notre disposition pour mener à bien cette seconde étape (le nombre d'observations est équivalent au nombre de pays ce qui revient à 19 dans notre cas) nous incitent à nous contenter d'une version tronquée de cette méthode. Malgré la présence d'hétéroscédasticité dans le modèle, celle-ci nous donne un aperçu des relations en présence.

Tableau II.11: résultats d'un modèle à coefficients variants

	(1)	(2)	(3)
<i>coeff variants: dH</i>			
<i>C</i>	.02 (.04)	.02 (.05)	.03 (.04)
<i>Demo</i>	-.04 (.61)		
<i>Alt</i>		-.14 (.35)	
<i>Instv</i>			-.24 (.33)

Les résultats de cette estimation n'accréditent pas l'existence d'une relation entre environnement politique - pris sous sa composante démocratie, alternance ou instabilité - et efficacité du capital humain. Il semblerait donc que c'est par le biais d'un impact direct sur la croissance économique que l'environnement politique exerce une influence sur les performances économiques et non via l'efficacité du capital humain.

⁵⁵ La méthode d'Amemiya (1978) est développée en annexes.

Conclusion

L'analyse comparative des performances de croissance sur très longue période, dont nous avons proposé une première approche par le biais d'une prise en compte de l'environnement politique, conduit à des résultats qui enrichissent significativement notre compréhension des déterminants ultimes de la croissance. Ces sources sont à rechercher, comme cela est suggéré par Maddison (1995), dans le cadre institutionnel qui constitue la toile de fond de toute économie.

L'un des résultats majeur de cette étude constitue une clarification du débat - amorcé par Barro (1996) - sur le rôle de la démocratie: il suggère que la démocratie n'a pas toujours un effet direct positif sur la croissance et que cette relation peut même s'avérer négative dans certains cas. Ce résultat nous apparaît, cependant, devoir être nuancé car l'alternance politique se révèle favorable au développement économique. Or, l'existence d'une alternance des équipes dirigeantes peut certes caractériser des régimes autoritaires, mais constitue avant tout la marque des régimes démocratiques. Par ce biais, la démocratie a probablement un effet positif sur la croissance. D'autre part, cet impact négatif de la démocratie doit certainement être relié aux formes spécifiques que celle-ci a pu revêtir dans les pays d'Amérique du Sud.

Cette première série de résultats semble, malgré tout, confirmer l'analyse de Rostow (1960) concernant les différentes phases nécessaires au développement économique. Effectivement, si l'on en croit l'expérience des pays d'Amérique Latine, le décollage économique nécessiterait la présence d'un régime fort⁵⁶ qui permettrait de définir l'orientation du pays et de juguler les déséquilibres structurels créés par le développement. Un régime trop "faible" - sujet à la pression populaire par exemple, comme dans le cas des pays d'Amérique Latine - se verra dans l'incapacité de mettre en place les réformes nécessaires à une plus forte croissance. Cette expérience est d'ailleurs à mettre en perspective par rapport à celle des pays d'Asie du Sud-Est qui se sont, au contraire, illustrés par des régimes politiques autoritaires et des taux de croissance élevés. Cette interprétation en termes d'éléments nécessaires au décollage économique n'est cependant pas totalement satisfaisante. Rappelons à ce propos que si une explication en termes de décollage peut tenir pour le Brésil et le Venezuela, l'Argentine et le

⁵⁶ Rostow (1960) caractérise ce régime fort de "bienveillant", le recours à la répression n'étant jamais une solution souhaitable. Il ne peut être justifié moralement et n'est certainement pas un moyen de favoriser la

Chili étaient considérés comme des pays relativement développés au début du XX^{ème} siècle. Leur évolution depuis cette époque ressemble beaucoup plus à un décrochage durable qu'à un décollage manqué.

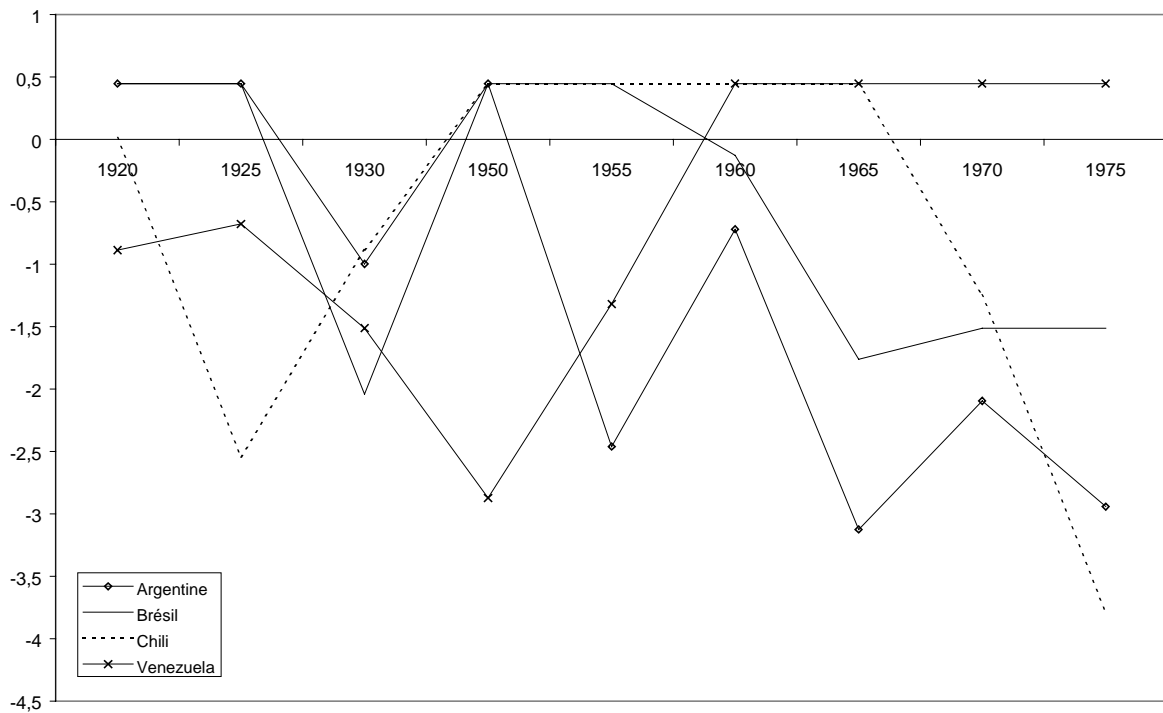
Néanmoins, deux traits forts semblent marquer l'histoire de l'Amérique latine tout au long du XX^{ème} siècle et constituent des éléments de dissemblance majeurs avec les autres pays de l'échantillon: le va et vient entre régimes démocratiques et autoritaires et l'instabilité politique violente. Ces deux éléments sont certainement déterminants dans l'explication du décrochage durable des pays d'Amérique latine alors que d'autres pays moins développés que les précédents en début de période, mais certainement plus stables, enregistraient des taux de croissance nettement plus élevés. Ainsi, non seulement, comme le supposait Rostow (1960), la stabilité politique constitue une condition *sine qua non* au décollage économique, mais il semblerait que la conjonction d'une instabilité politique et d'une mauvaise gouvernance (qui se concrétise dans le cas des pays d'Amérique Latine par des pratiques populistes) puissent justifier le décrochement durable d'économies à l'origine considérées comme développées.

Par contraste, ce travail souligne aussi les limites d'une telle étude appliquée à des pays stabilisés du point de vue de l'environnement politique. En effet, pour les pays de l'échantillon autres que ceux d'Amérique Latine, les indicateurs politiques n'ont pas eu le même pouvoir explicatif. L'instabilité aussi bien que la forme des régimes adoptés se sont révélées être des variables relativement stables sur la période considérée. Elles n'ont donc pas pu jouer le rôle discriminant qu'elles ont assumé sur le continent Sud-Américain. En revanche, l'effet qui semble dominer sur la période est celui d'un rapprochement des performances économiques. La suite de ce travail est donc consacrée à l'analyse plus spécifique des déterminants du rattrapage économique sur le long terme. Dans cette optique, elle se limite à l'étude des dix pays les plus développés de l'échantillon, économies concernées par ce comportement.

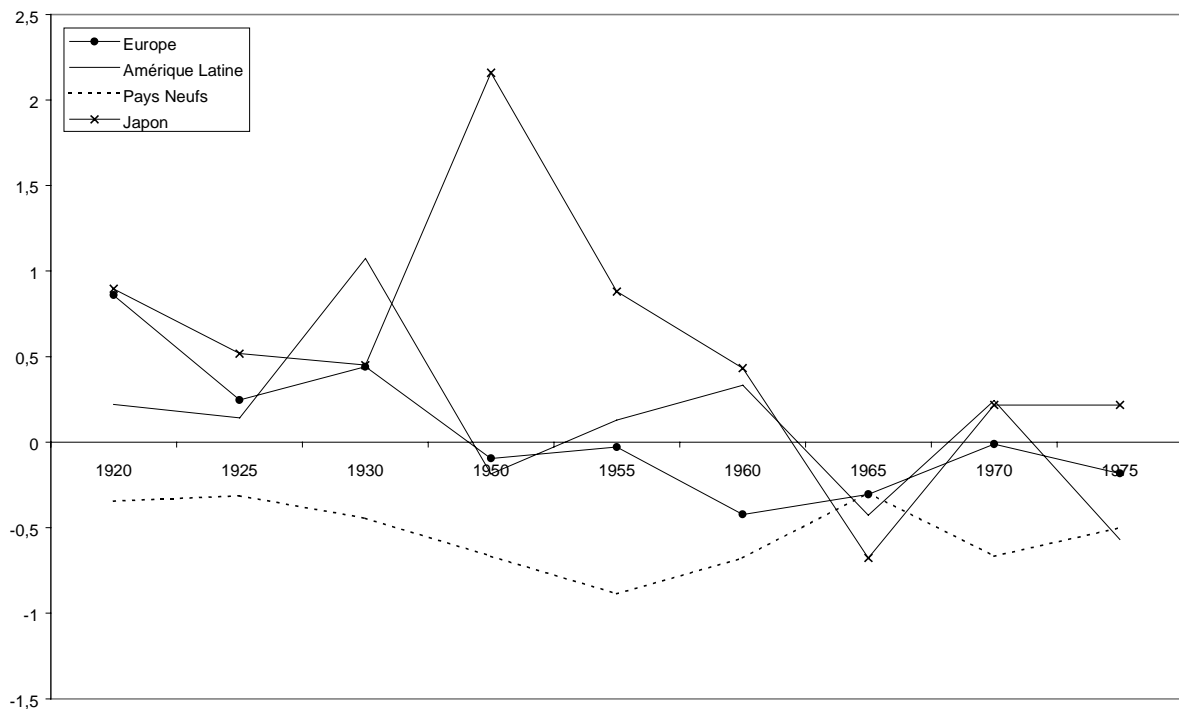
croissance, l'accumulation des facteurs de production se montrant très sensible à l'environnement (liberté, stabilité, sécurité...).

Annexes
de la deuxième partie

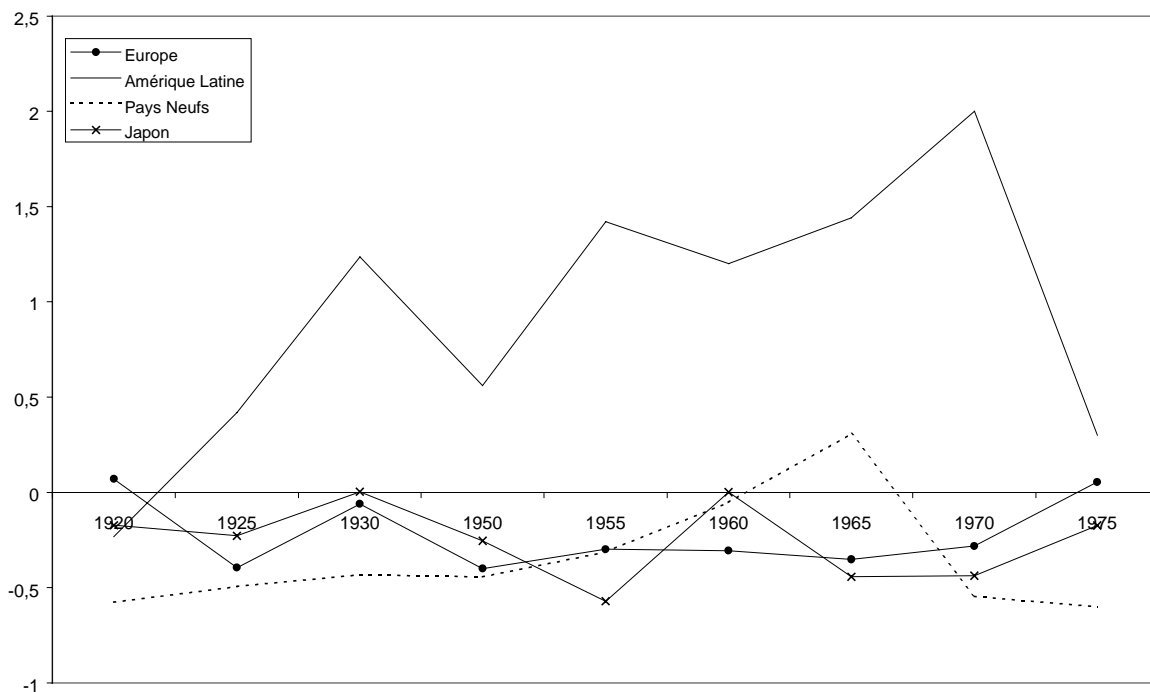
Annexe II.1 : Les évolutions des variables politiques au cours du XX^{ème} siècle



Graphe 1 : évolutions de la variable de démocratie au sein des pays d'Amérique Latine



Graphe 2 : évolutions de la variable d'alternance politique selon les régions de l'échantillon



Graphe 3 : évolutions de la variable d'instabilité politique selon les régions de l'échantillon

Annexe II.2: La méthode des coefficients variants d'Amemiya (1978)

Cette méthode permet d'attribuer des coefficients structurels spécifiques à chaque individu (ici aux pays) grâce à l'utilisation de la double dimension individuelle et temporelle du panel. Mais contrairement aux modèles traditionnels de panel qui introduisent la possibilité d'une spécificité individuelle par le biais d'une nouvelle composante ajoutée au résidu, Amemiya (1978) permet à certains coefficients de la régression de varier selon les caractéristiques des individus.

Le modèle s'écrit de la manière suivante pour chaque individu i :

$$Y_i = X_{i,1}b_1 + X_{i,2}b_{2i} + u_i$$
$$b_{2i} = Z_i d + v_{2i}$$

A la variable endogène Y sont associées deux variables exogènes X_1 et X_2 . Tandis que b_1 est un coefficient structurel fixe, b_{2i} est une fonction linéaire d'un vecteur de variables exogènes Z_i variantes selon les individus, mais invariantes dans le temps.

En remplaçant b_{2i} dans l'équation de base, on obtient:

$$Y_i = X_{i,1}b_1 + X_{i,2}Z_i d + X_{i,2}v_{2i} + u_i$$

Par conséquent, dès lors que la variable $X_{i,2}$ est différente de 0, l'équation précédente est caractérisée par une hétéroscédasticité des résidus, ce qui nécessite l'utilisation des moindres carrés généralisés. Afin d'obtenir une bonne estimation de la matrice de variance-covariance nécessaire à la correction des estimateurs (Ω), Amemiya (1978) propose une procédure en deux étapes.

La première étape consiste à remplacer la variable explicative X_2 par autant de variables tronquées qu'il y a d'individus au sein de la base de données (ceci par le biais d'une multiplication de cette variable par les dummies pays) et à estimer l'équation ainsi re-spécifiée à l'aide de la méthode des moindres carrés ordinaires. La matrice de variance-covariance des résidus (Σ) est ensuite extraite de cette première estimation.

La seconde étape consiste à obtenir une estimation de d en régressant les coefficients structurels associés à chaque composante pays de X_2 sur le vecteur des variables exogènes Z_i . Là encore la matrice de variance-covariance (Λ) est déduite de l'estimation.

La matrice Ω se déduit alors de la manière suivante:

$$\Omega = \Sigma \otimes I_T + X_2 \Lambda X_2'$$

L'estimateur des MCG s'écrit alors:

$$\begin{bmatrix} b_1 \\ d \end{bmatrix} = \left\{ \begin{bmatrix} X_1' \\ W \end{bmatrix} \Omega^{-1} (X_1 W) \right\}^{-1} \left\{ \begin{bmatrix} X_1' \\ W \end{bmatrix} \Omega^{-1} Y \right\}$$

Où $W = (Z_1' X_{12}', Z_2' X_{22}', \dots, Z_N' X_{N2}')$